

ALGÉRIE-TUNISIE

Le Président Tebboune s'entretient en tête-à-tête au palais de Carthage avec son homologue tunisien

P.p 4-24



SAHARA OCCIDENTAL

La Russie appelle à la reprise des négociations entre le Maroc et le Polisario

P. 15

RÉFORMES POLITIQUES

2021, l'année du parachèvement du processus d'édification institutionnelle



L'année 2021 a été couronnée par l'organisation des élections locales, une échéance cruciale qui marque la dernière étape du parachèvement du processus d'édification institutionnelle en Algérie et qui s'inscrit dans le sillage de la consolidation de l'Etat de droit à travers l'approfondissement des réformes politiques prônées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

P. 3

INDUSTRIE MILITAIRE

Le secteur génère 25.000 emplois civils

P. 6

MINISTRE DES TRANSPORTS-RAIL

Appel au traitement des problèmes liés au système de signalisation et de communication pour mettre fin au retard des trains

P. 4

OMS

Le variant Omicron se propage à un rythme inédit

P. 11

SANTÉ

MÉNOPAUSE

Les questions qu'on se pose toutes

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (8^e JOURNÉE)

Choc MCA-ESS, le leader en quête de confirmation à Oran

P. 21



SOUK AHRAS

Ouverture d'une chaire scientifique de l'ALECSO à l'université «Mohamed Cherif Messaadia»

P. 16

ANP

Des tentatives d'introduction de plus d'une tonne de kif traité déjouées

P. 3

TRANSPORT

Lancement d'un service de VTC spécial femmes début 2022



Un service de véhicule de transport avec chauffeur (VTC) spécial femmes sera lancé en Algérie en début de l'année prochaine, ont indiqué mardi à Alger ses initiateurs.

Ce service VTC sera lancé par la startup Creativops sous le nom de "Qefza Go", selon la responsable des ventes de cette entreprise, Malia Lamouti.

La sélection des chauffeurs a été faite et la plateforme déjà développée, a-t-elle précisé en ajoutant que le lancement de ce service a été mis en veille, en attendant de voir l'évolution de la pandémie du Covid-19 en Algérie.

Mme. Lamouti a souligné que les chauffeurs femmes candidates à intégrer ce service pourront choisir la catégorie de clients à transporter: soit des femmes uniquement, soit des femmes et des familles ou encore des passagers sans distinction de sexe.

L'annonce du lancement de ce projet a été faite en marge de la présentation des résultats d'une étude sur "L'Etat des lieux des entreprises sociales en Algérie", réalisée par le bureau d'étude BH Advisory en collaboration avec Social entreprise UK pour le compte du British Council Algérie.

OUARGLA

Ouverture de trois ateliers à la maison d'artisanat



Trois ateliers d'activités artisanales ont été ouverts à la maison de l'Artisanat et des Métiers d'Ouargla, dans le cadre des efforts de promotion et de valorisation des activités artisanales, a-t-on appris mardi des responsables de la Chambre régionale de l'Artisanat et des Métiers d'Ouargla.

Il s'agit des ateliers de couture, de préparation de produits cosmétiques naturels et de pâtisserie traditionnelle, ouverts au niveau de locaux de la Maison de l'Artisanat, attribués dernièrement à des femmes artisanes pour leur permettre d'exercer leurs métiers dans des conditions appropriées, a précisé la directrice de la Chambre de l'Artisanat, Rokia Benkrima.

A ce titre, Mme Benkrima a fait part de la conclusion par la Chambre de l'Artisanat de conventions avec les femmes artisanes pour encadrer des sessions de formation en artisanat à des filles désireuses de se lancer dans ce créneau.

THÉÂTRE DE L'ENFANT

La pièce «Super Mario» présentée au TNA



Le petit public était au rendez-vous ce mardi au théâtre national algérien (TNA) Mahieddine Bachtarzi, avec la générale de la comédie musicale «Super Mario» de l'association «Thakafa Assatir» de Bab El Oued présentée dans le cadre du programme spécial vacances scolaires.

Tirée d'un texte de Daamach Abdelhamid, la nouvelle production (2021) mise en scène par Ben Tibouni Mourad braque la lumière sur le bien et le mal à travers les personnages de «Mario» et «Ouario».

Les comédiens ont exécuté cette pièce avec brio mêlant la comédie et le chant voire même des gestes acrobatiques pour bien passer le message aux petits spectateurs en parfaite harmonie avec les péripéties de la pièce.

Inspiré du célèbre jeu vidéo «Super Mario», le spectacle est conçu dans une forme fantastique aux contours comiques illustrant le combat éternel entre le mal et le bien.

BOUIRA

Un homme fauché mortellement par un train à Chorfa



Une personne a trouvé la mort dans un accident de train survenu, mercredi matin, dans la localité de Toghza relevant de la municipalité de Chorfa à l'Est de Bouira, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la protection civile.

Il s'agit d'un homme âgé de 61 ans qui a été heurté par un train de transport de voyageurs assurant la desserte entre Ath Mansour et Béjaïa, selon le chargé de communication, le Sous-lieutenant Youcef Abdat.

Le corps de la victime a été transporté vers la morgue de l'hôpital Kaci Yahia de M'Chedallah, a-t-on ajouté de même source.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

APN

Boughali tient une rencontre de concertation avec les présidents des groupes parlementaires



Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a tenu, mercredi, une rencontre de concertation avec les présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée, selon un communiqué de la chambre basse du Parlement.

La rencontre a été dédiée à "l'évaluation de l'action parlementaire" ainsi que les missions des députés à l'étranger depuis le début de la 9e législature à ce jour, a précisé le communiqué.

La réunion a porté également sur l'examen des propositions des présidents des groupes parlementaires concernant l'amendement de l'ordonnance n 02 du 24 février 2008 portant création, organisation et missions des groupes parlementaires, a conclu le document.

BOUMERDES

Saisie de 3 kg de cannabis selon la sûreté de wilaya



Une quantité de 3 kg de Cannabis a été saisie par la brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Boumerdes, a-t-on appris, mercredi, auprès de cette institution sécuritaire.

L'opération qui a eu lieu récemment a, également, permis la saisie de 580 comprimés psychotropes destinés à la vente, a ajouté le chargé de communication auprès de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Krime Touati.

Une procédure judiciaire a été instruite à l'encontre des accusés arrêtés, qui ont été présentés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes pour leur jugement, a-t-il précisé.

CINÉMA

Décès du directeur de la photographie Smaïl Lakhdar-Hamina

Le directeur de photographie Smaïl Lakhdar-Hamina, qui a collaboré à la production de nombreux films algériens à succès, est décédé mardi à Alger à l'âge de 78 ans, a-t-on appris auprès de l'association «Lumières».

Le nom de Smaïl Lakhdar-Hamina figure dans les génériques de nombreux grands films algériens dont «Hasan Terro» réalisé par son frère Mohamed Lakhdar-Hamina en 1968, «Omar Gatlato» (1976) et «L'homme qui regardait les fenêtres» (1978) de Merzak Allouache, «Le refus» de Mohamed Bouamari (1982) ou encore «Les folles années du Twist» de Mohamed Zemmouri

(1982). En 1988 il a également assuré la direction photo du film «Camp de Thiaroye», une production sénégalaise co-réalisée par Ousmane Sembène et Thierno Faty Sow sur le retour des tirailleurs sénégalais de la seconde guerre mondiale et leur refus du système colonial.

Plus récemment Smaïl Lakhdar-Hamina a collaboré avec Nadia Cherabi sur le film «L'envers du miroir» (2007) puis avec le jeune réalisateur Nacim Kheddouci sur son court métrage «Créneaux» en 2009. Smaïl Lakhdar-Hamina sera inhumé mercredi au cimetière de Ben Aknoun à Alger, selon l'association «Lumières».



RÉFORMES POLITIQUES 2021, l'année du parachèvement du processus d'édification institutionnelle

L'année 2021 a été couronnée par l'organisation des élections locales, une échéance cruciale qui marque la dernière étape du parachèvement du processus d'édification institutionnelle en Algérie et qui s'inscrit dans le sillage de la consolidation de l'Etat de droit à travers l'approfondissement des réformes politiques prônées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

En ce sens, 2021 aura permis de parachèver un des points essentiels de la feuille de route du président de la République, ce qui constitue un nouveau jalon dans le processus de rupture avec les institutions héritées de l'ancien Pouvoir en vue de renforcer les fondements de l'édifice de l'Algérie nouvelle et ce, par la mise en place d'institutions légitimes à même de renforcer la démocratie participative.

Le processus de mise en place du nouvel édifice institutionnel a été entamé en novembre 2020 par l'approbation par voie référendaire de la Constitution, soit une année après l'élection du Président Tebboune à la magistrature suprême.

Il s'agit du couronnement de l'une des priorités des nombreux chantiers lancés par le chef de l'Etat qui s'était engagé sur la voie d'opérer une «profonde réforme» de la Loi fondamentale du pays afin de jeter les bases d'un Etat moderne au service du citoyen et rétablir la confiance entre le peuple et ses institutions.

Il faut aussi relever que malgré un contexte difficile, marqué par la propagation de la pandémie du Coronavirus (Covid-19), le président de la République a pu concrétiser un des plus importants axes en matière de réformes politiques, contenu dans les 54 engagements de son programme électoral.

La dernière étape de ce long et laborieux processus a été l'organisation des élections des Assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW), le 27 novembre dernier.

Des élections ayant permis au parti du Front de libération nationale (FLN) de confirmer son statut de première force politique en Algérie, de même que les Indépendants qui ont confirmé leur émergence comme une nouvelle force politique sur laquelle il faudra désormais compter dans l'échiquier politique national, alors que le Rassemblement national démocratique (RND) s'accroche en se maintenant sur le podium.

L'autre étape aussi importante que celle des élections locales a été l'organisation des élections législatives (12 juin 2021), lesquelles au-



ront permis, dans une grande mesure, d'amorcer la reconfiguration du paysage politique en Algérie.

Ce rendez-vous électoral a constitué le deuxième jalon dans le processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique, à savoir la mise en place des nouvelles institutions issues de la Constitution de novembre 2020 puisque ces élections ont été organisées selon la nouvelle loi électorale qui a banni le fameux mode de la liste fermée et des quotas.

Elle (la loi électorale) a ainsi consacré le système de la liste ouverte et aura, de ce fait, permis au citoyen de choisir librement ses représentants aux Assemblées élues, mettant par la même occasion fin aux pratiques de corruption qui contraignaient les candidats à acheter les voix dans le cadre du système de la liste fermée, en vigueur dans l'ancien régime électoral.

Afin de compléter l'édification des institutions de l'Etat et l'approfondissement de la pratique démocratique en Algérie, la Cour constitutionnelle a été installée en novembre dernier, conformément aux dispositions de la nouvelle Constitution qui a promu le Conseil constitutionnel en Cour constitutionnelle, laquelle jouit davantage de prérogatives et d'attributions pour consolider la pratique démocratique, mais aussi la démocratie participative.

En fait, la création de cette Cour est liée à l'élargissement des prérogatives des domaines de contrôle de la conformité des lois à la Constitution, notamment l'étendue croissante des droits et libertés fonda-

mentaux dans l'arsenal législatif et leur adaptation aux mécanismes et conventions internationales, en adoptant une approche méthodique dictée par la conjoncture nationale.

En ce sens, le rôle de la Cour est passé de la mission d'assurer le respect de la Constitution à celles de contrôle, d'arbitrage, de réglementation et de consultation, en plus des prérogatives liées au contrôle de la constitutionnalité des conventions, des lois et des réglementations, soit selon le mécanisme de signalement ou selon le mécanisme de renvoi sur la base de l'exception d'inconstitutionnalité.

En somme, la création de la Cour constitutionnelle constitue une autre étape de réforme contenue dans le programme présidentiel et n'est pas moins importante que les précédentes étapes, entamées par le référendum sur la Constitution, puis les élections législatives et enfin les élections locales.

Dans le prolongement du parachèvement du processus d'édification des institutions de l'Etat et à l'orée de la nouvelle année, le président de la République s'est engagé à faire de 2022 «l'année des réformes structurelles pour la réédification de l'Etat algérien moderne», faisant part de l'application, «pas à pas», de ses 54 engagements.

A cet effet, le président Tebboune a annoncé l'ouverture, début 2022, de plusieurs ateliers pour la révision des Codes communal et de wilaya.

Le chantier des réformes se poursuivra jusqu'à l'édification de l'Algérie nouvelle, promise par le Président Tebboune au peuple algérien.

ENA Début des travaux de la Journée d'étude sur la migration clandestine

Les travaux de la Journée d'étude sur "La migration clandestine en Algérie: problématique et enjeux", ont débuté mercredi à l'École nationale d'administration (ENA) "Moulay Ahmed Medeghri" à Alger.

Organisée par l'Institut National d'Etudes de Stratégie Globale (INESG), cette journée est animée par des experts en matière de migration clandestine issus des différentes institutions et instances ainsi que des représentants des ministères de la Défense, des Affaires étrangères, de la Justice, de l'Intérieur et de la Santé outre le Commandement de la Gendarmerie nationale (GN), la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), le Croissant rouge algérien (CRA) et des enseignants universitaires.

Les participants auront à aborder, deux jours durant, plusieurs thèmes en rapport avec la migration clandestine dont "les mécanismes juridiques de lutte contre la migration clandestine en Algérie et leur efficacité", "les moyens de lutte contre la migration clandestine et les crimes y afférents", "la protection internationale des migrants et l'approche des droits de l'Homme", "la prise en charge sanitaire des migrants clandestins".

ANP Des tentatives d'introduction de plus d'une tonne de kif traité déjouées

Des tentatives d'introduction de plus d'une tonne de kif traité, via les frontières avec le Maroc, ont été déjouées par des unités et détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) au cours de la période du 8 au 14 décembre, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Ainsi, dans la «dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme», des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté plusieurs opérations ayant abouti à des «résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», souligne la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP «ont arrêté (09) éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national».

S'agissant des opérations de lutte contre la criminalité organisée et dans la «dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays», des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, 13 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de quantités de drogues, via les frontières avec le Maroc, s'élevant à 11 quintaux et 25 kilogrammes de kif traité».

«Dix-huit (18) autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 59 kilogrammes de la même substance et 34.800 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires», ajoute le communiqué.

Par ailleurs, des détachements de l'ANP «ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, 137 individus et saisi un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, 4 chargeurs de munitions, 23 véhicules, 237 groupes électrogènes, 198 marteaux piqueurs, 5 groupes électrogènes, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 27 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, alors que 9 fusils de chasse, 151 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, 75 quintaux de tabacs et 36.000 unités de diverses boissons ont été saisies à Laghouat, Ménéa, Adrar, Tlemcen, Tiaret et Boumerdès».

Les Garde-frontières, de leur côté, ont déjoué des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 13.306 litres à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras, Bordj Badji Mokhtar et Tindouf».

Dans un autre contexte, les Garde-côtes «ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 52 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 87 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à In Amenas, Tlemcen, Naâma, Adrar et El-Tarf», indique encore la même source.

COMMUNICATION

Boulimani disposé à prendre en charge les préoccupations des directeurs des sites électroniques "dans les plus brefs délais"

Le ministre de la Communication, Mohamed Boulimani a exprimé, mercredi à Alger, sa pleine disponibilité à prendre en charge les préoccupations des directeurs des sites électroniques "dans les plus brefs délais", a indiqué un communiqué du ministère.

M. Boulimani s'est réuni au siège du ministère avec des directeurs de sites électroniques inscrits auprès de la tutelle, dans le cadre des rencontres de concertations

entamées avec les différents organes de presse et les professionnels du secteur, lit-on dans le communiqué.

Après avoir pris note des préoccupations professionnelles et des conditions de travail des directeurs de ces sites, le ministre s'est dit pleinement disposé à prendre en charge leurs préoccupations "dans les plus brefs délais", indique-t-on de même source.

Dans ce cadre, M. Boulimani a salué "le rôle positif et efficace que

jouent, aujourd'hui, les sites électroniques face aux différents attaques cybernétiques auxquelles est confronté le pays, outre leur traitement objectif et professionnel des différentes questions posées".

Le ministre a exhorté les directeurs des sites électroniques à "redoubler d'efforts pour faire face à tous les défis auxquels fait face l'Algérie nouvelle et faire front uni contre les ennemis du pays".

29^E FOIRE DE LA PRODUCTION NATIONALE L'ANP participe avec 18 unités de production

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a annoncé mardi dans un communiqué la participation de 18 unités de production relevant de l'Armée nationale populaire (ANP) à la 29^e édition de la Foire de la production nationale organisée au Palais des expositions (Pins maritimes). Lors de cette foire, qui s'étale du 13 au 25 décembre 2021, l'ANP est représentée par 18 unités de production relevant du Commandement des Forces aériennes, du Commandement des Forces navales, du Département des transmissions, des systèmes d'information et de guerre électronique, de la Direction centrale du matériel, ainsi que de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale. La participation de ces unités de production entre dans le cadre de la dynamique de relance de l'économie nationale et de la participation à la promotion du produit local, et dans la perspective de faire connaître les efforts déployés par le MDN pour le développement d'une base industrielle forte et durable, a précisé le communiqué. Le ministère de la Défense nationale invite les visiteurs à se rapprocher de l'espace réservé à l'ANP au niveau du pavillon central pour «découvrir une multitude de produits qui reflètent le haut niveau atteint par les Fabrications militaires dans leurs différentes filières, à l'instar de la fabrication et la rénovation du matériel aéronautique et naval, le matériel des transmissions et des véhicules, les industries mécaniques légères et lourdes, ainsi que les industries électroniques et du textile».

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE Publication de la liste des médicaments dispensés en officine

La liste des médicaments dispensés en officine comportant près de 2200 spécialités réparties à travers 23 classes thérapeutiques a été arrêtée par l'Observatoire national de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques, a indiqué mardi un communiqué du ministère de l'Industrie Pharmaceutique.

L'Observatoire national de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques a tenu sa réunion périodique ordinaire dimanche dernier consacrée essentiellement à l'élaboration et la publication de la liste des médicaments dispensés en officine dont le Ministère de l'Industrie Pharmaceutique veille sur leur disponibilité, a ajouté la même source.

Cette réunion a été tenue sous la présidence du Dr Redha Belkacemi, président de l'Observatoire en présence des cadres du ministère de l'Industrie pharmaceutique, du président du comité des experts cliniciens, de représentants de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) ainsi que les organismes, les associations et les syndicats des producteurs, des distributeurs, des pharmaciens et des médecins. Etablie sur la base d'une approche consensuelle et inclusive avec l'ensemble des opérateurs pharmaceutiques et des partenaires sociaux, cette liste se veut être, selon le ministère, un référent national en matière de disponibilité avec un double objectif celui de dresser la liste des médicaments remboursables disponibles en vue d'informer les médecins prescripteurs et de veiller à la disponibilité continue de ces médicaments en anticipant toute rupture de stock et en proposant des mesures adéquates en cas de tension d'approvisionnement. Elle comporte près de 2200 spécialités réparties à travers 23 classes thérapeutiques, constituée des médicaments aussi bien importés que fabriqués localement, dispensés par les pharmaciens d'officine et remboursés par les organismes de la sécurité sociale.

Elle est présentée sous forme de tableau et téléchargeable sur le lien suivant (<https://www.miphdz.org/fr/wp-content/uploads/2021/12/Liste-.zip>) et contient pour chaque DCI, forme et dosage de médicament les différents noms de spécialités: princeps, génériques ou biosimilaires existants, a fait savoir le communiqué. Evolutive et perfectible, cette liste sera actualisée périodiquement par l'introduction ou le retrait de médicament en fonction de l'évolution du marché pharmaceutique national, a précisé le ministère. L'autre point inscrit à l'ordre du jour de cette réunion concernait la disponibilité des médicaments d'oncologie.

A ce propos, le président de l'Observatoire a rappelé les mesures prises par le ministère de l'Industrie Pharmaceutique ainsi que les propositions et les dispositions prises par le Groupe Saïdal sur orientation du ministre de l'Industrie pharmaceutique pour assurer en urgence l'approvisionnement de certain médicament d'oncologie en rupture en ce moment.

A cet égard, le président de l'Observatoire a sollicité les experts cliniciens ainsi que les différents membres à l'effet de communiquer toute information concernant la disponibilité des médicaments en vue de prendre les mesures nécessaires en coordination avec les parties concernées notamment la Pharmacie centrale des hôpitaux, a-t-on indiqué de même source.

RAIL

Appel au traitement des problèmes liés au système de signalisation et de communication pour mettre fin au retard des trains

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï a appelé, mercredi à Alger, l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) à prendre les mesures nécessaires pour traiter les problèmes liés au système de signalisation et de communication, à l'origine du retard des trains, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de sa visite au siège de l'Agence à Rouiba, suite aux problèmes liés au système de signalisation et de communication au niveau des voies ferrées, M. Bekkaï a affirmé "la nécessité de prendre les mesures nécessaires et les moyens de remédier à ce problème qui influe sur ce mode de transport, notamment les retards qui causent des désagréments aux citoyens, ainsi qu'aux opérateurs économiques concernant le transport de marchandises", ajoute la même source.

M. Bekkaï a tenu lors de cette visite une réunion, en présence de tous les cadres de l'Agence, ponctuée par un exposé et des explications sur les activités et projets en cours de réalisation,



les différentes entraves et difficultés rencontrées, présentés via un système de suivi des projets répartis à l'échelle nationale".

Il a appelé, en outre, à l'enrichissement de ce système et son élargissement

aux premières étapes des projets (inscription, études, préparation des cahiers de charges, lancement des appels d'offres) jusqu'au début des travaux, de par leur importance dans la réception des projets comp-

tant parmi les priorités du Gouvernement.

Le ministre a affirmé, en outre, "son engagement personnel à suivre le programme d'appui au réseau ferroviaire, tracé par les autorités publiques en termes d'études et de réalisation", ajoute le communiqué. Il a rappelé, dans ce sens, l'importance du projet de la ligne ferroviaire reliant Khenchela et Aïn el Beïda, dégelé lors de la réunion du Gouvernement tenue dans la wilaya de Khenchela en début de semaine, préconisant de hâter sa réalisation, vu son rôle important dans le désenclavement de la région, ce qui contribuera à créer une dynamique socio-économique, conclut le communiqué.

EXTENSION DU MÉTRO D'ALGER

M. Bekkaï donne des instructions fermes à l'effet d'accélérer la cadence des travaux

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï, a donné "des instructions fermes" aux responsables du projet d'extension du métro d'Alger pour accélérer la cadence des travaux, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors d'une réunion mardi avec les cadres du ministère et à laquelle ont assisté le directeur général de l'Entreprise du Métro d'Alger (EMA) et le directeur général de la société "COSIDER", M. Bekkaï a instruit les responsables du projet d'extension du métro d'Alger d'accélérer la cadence des tra-

vaux. Cette rencontre a permis d'évaluer l'avancement des travaux du projet d'extension du métro d'Alger dans le cadre du suivi des grands projets sectoriels, note la même source.

Les responsables ont présenté un exposé sur l'état d'avancement des différents travaux du projet et de l'installation des systèmes de mise en service du métro au niveau des lignes Aïn Naadja-Baraki, El Harrach-Aéroport international d'Alger et Place des martyrs-Triolo.

Le ministre a donné des instructions

"fermes" aux responsables de ce projet "vital" pour accélérer la cadence des travaux en mobilisant tous les moyens techniques et humains.

M. Bekkaï a également donné des instructions pour l'élaboration des systèmes de mise en service du métro au niveau des chantiers où les travaux d'infrastructures ont été achevés, pour gagner du temps et respecter les délais fixés compte tenu de l'importance que revêt ce projet pour désengorger la Capitale et faciliter les déplacements", a conclu le communiqué.

AFFAIRES RELIGIEUSES

Nécessaire numérisation et révision de la Loi relative aux biens wakfs

Les participants à une rencontre régionale des wilayas du Centre et du Sud du pays sur "les biens wakfs et la zakat" ont souligné mercredi la nécessité de "réviser la Loi 91-10 relative à la gestion des biens wakfs et de procéder à leur numérisation pour plus d'efficacité".

Intervenant lors de cette rencontre, tenue à l'Université Mohamed Boudiaf en présence des délégués des wakfs et de la zakat de 21 wilayas du Centre et du Sud, le directeur général de l'Office national des wakfs et de la Zakat, M'hamed Bouziane a considéré que la révision de ce texte de loi est devenue "une exigence dans le contexte des transformations enregistrées par le secteur des wakfs, dont la création de cet Office chargé du dossier".

La révision de ce texte de loi, a-t-il ajouté, aura pour objectif d'apporter "efficacité, transparence et davantage d'organisation à la gestion des biens wakfs en tant que source de revenus économiques pour le secteur des affaires religieuses et util



d'investissement nouveau".

"Si par le passé l'intérêt pour le Habous et les wakfs était suscité par leur dimension sociale, aujourd'hui, cet intérêt s'élargit pour inclure la valorisation de ces biens par une exploitation optimale et un investissement générateur de richesse après le recensement détaillé des biens wakfs de manière à contribuer au développement socioéconomique", a ajouté M. Bouziane.

La rencontre régionale, selon lui, vise à élargir la réflexion sur cette question pour dégager des recommandations sur l'amendement de

la Loi 91-10 relative aux biens wakfs, le recensement et l'intégration des biens wakfs au patrimoine de l'Office national des wakfs et de la zakat ainsi que la numérisation de ces biens. De son côté, le directeur des affaires religieuses de M'sila, Youcef Baroud a estimé que la révision du système des wakfs et de la zakat est appelé à consolider le volet investissement du secteur des affaires religieuses et à promouvoir une approche plus économique de la gestion des ressources wakfs et de la zakat.

Le wali de M'sila, Abdelkader Djellalou a consi-

déré, pour sa part, que l'importance de cette rencontre réside dans la consolidation de la dimension économique de la zakat et des wakfs et la mise en valeur de la nécessité d'une gestion plus efficace et mieux organisée au travers de la révision des mécanismes légaux actuels.

Il a estimé en outre qu'en abordant le thème de la zakat sous sa forme actuelle consacrer les valeurs spirituelles puisées de la Sira nabaouia.

La rencontre a notamment évoqué le défi relatif au recensement des biens wakfs, le transfert de ces biens au patrimoine de l'Office national des wakfs et de la zakat, les règles de l'investissement dans les biens wakfs et la mise à niveau nécessaire pour la numérisation de la gestion des wakfs.

Les travaux de la rencontre se sont déroulés à travers des ateliers sur divers, dont la révision de la Loi relative aux biens wakfs, l'approche juridique de la zakat en Algérie, le recensement des biens wakfs et les règles régissant l'investissement des wakfs.

TUNISIE - ALGÉRIE

Les entretiens Tebboune-Saïed élargis aux délégations des deux pays

Les entretiens en tête-à-tête qui ont eu lieu mercredi entre le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue tunisien, M. Kaïs Saïed, au palais de Carthage à Tunis, ont été élargis aux délégations des deux pays.

Le Président Tebboune, en visite d'Etat de deux jours en Tunisie, a été accueilli dans l'après-midi à son arrivée à l'aéroport international de Tunis Carthage par le Président Kaïs Saïed et de hauts responsables de l'Etat tunisien ainsi que des représentants du corps diplomatique arabe accrédité à Tunis.

Les Présidents Tebboune et Saïed ont écouté les hymnes nationaux des deux pays avant de passer en revue un détachement militaire qui leur a rendu les honneurs, au moment où les 21 coups de canon retentissaient en l'honneur de l'invité de marque de la Tunisie.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens profonds de fraternité unissant les deux peuples frères et de l'élargissement des domaines de coopération à un niveau qualitatif concrétisant la volonté



commune des dirigeants des deux pays et de leurs peuples.

La visite du Président Tebboune en Tunisie intervient quelques jours après celle du Premier ministre, ministre des Finances Aïmene Benabderrahmane.

Lors de sa dernière visite en Tunisie, M.

Benabderrahmane a tenu des séances de travail dans les domaines suivants: les finances, le commerce et la promotion des exportations, l'énergie, l'industrie, les mines et les travaux publics, outre ses entretiens avec son homologue la Cheffe du Gouvernement tunisien,

Najla Bouden ainsi que la réunion élargie aux délégations des deux pays.

La Cheffe du Gouvernement tunisien avait effectué également une visite en Algérie, fin novembre dernier, ce qui traduit la nouvelle dynamique que connaissent les relations de coopération bilatérale.

ALGÉRIE - TURQUIE

Transports: Bekkaï reçoit le président de l'Association des entreprises des pays arabes-Turquie

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï a reçu mardi le président de l'Association des entreprises des pays arabes-Turquie, Sabouhi Attar, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Turquie dans le domaine des transports, tous modes confondus, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, M. Sabouhi a exprimé la volonté de l'association d'intensifier les relations économiques entre les deux pays, à travers l'encouragement des opérateurs turcs à investir dans le secteur des transports en Algérie.

Il a en outre émis le vœu de voir le nombre de vols augmenter et d'examiner la possibilité d'ouvrir une ligne maritime directe entre les deux pays au vu du volume d'échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie.

De son côté, M. Bekkaï a précisé que l'Algérie était disposée à étudier la demande sur l'augmentation du nombre de vols et la possibilité d'ouvrir une ligne maritime entre les deux pays, en tenant compte de l'évolution de la situation épidémiologique de la pandémie de Covid-19. Le ministre des Transports a souligné, dans



ce cadre, la pleine disposition de l'Algérie de promouvoir les relations avec les entreprises et les investisseurs turcs dans le cadre de la réforme du système économique, et de faciliter l'accès des opérateurs à tout mode de transports (routier, aérien et maritime) de façon à contribuer au «développement de ce domaine vital qui se veut un levier important du développement économique durables».

Le ministre de la Santé évoque avec les hommes d'affaires turcs les domaines de la coopération bilatérale

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a reçu au siège du ministère une délégation des hommes d'affaires turcs, avec lesquels il a évoqué les domaines de la coopération et du renforcement de partenariat entre l'Algérie et la Turquie, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

Lors de cette audience, les deux parties ont salué le niveau des relations fraternelles, d'amitié et de coopération unissant l'Algérie et la Turquie

dans tous les domaines, notamment sanitaire, faisant état de l'existence des projets à même d'offrir de nouvelles perspectives d'investissement pour les deux pays, a précisé le communiqué.

A cette occasion, ajoute la même source, le ministre de la Santé a écouté les propositions des hommes d'affaires turcs à concrétiser dans les deux secteurs public et privé, algérien et turc, soit à travers la création de nouveaux établissements en adéquation avec les

normes suivies par les grands hôpitaux dans le monde, ou la présentation d'expériences dans le domaine médical.

Les deux parties ont également évoqué le soutien par les deux pays aux domaines de formation des compétences algériennes et l'établissement d'un partenariat effectif dans les spécialités les plus importantes, dont la greffe de la moelle épinière et la chirurgie de la colonne vertébrale, la radiographie et la chirurgie oncologique. Dans le

même sillage, M. Benbouzid a salué le niveau atteint par la médecine en Turquie, en matière de soins et de prise en charge des patients, soulignant à ce propos la nécessité d'établir un partenariat réel à travers l'exploitation de toutes les perspectives offertes au vu de la volonté politique des dirigeants des deux pays.

Il a en outre exprimé la disposition de l'Algérie à développer les relations bilatérales selon le principe gagnant-gagnant.

ALGÉRIE - CROATIE

Tourisme: Hamadi évoque avec l'ambassadeur croate les voies de renforcement de la coopération



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi a évoqué mardi à Alger avec l'ambassadeur de la République de Croatie, Ilija Zelacic les voies et moyens de renforcer et promouvoir les relations de partenariat et de coopération entre les deux pays dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre, précise le communiqué, a permis «d'évaluer les relations bilatérales dans le secteur et de passer en revue toutes les perspectives offertes en vue de consolider et promouvoir le partenariat bilatéral».

Lors de cette audience, les deux parties ont convenu de «mettre en place un protocole d'accord dans le domaine du tourisme, dans le but de concrétiser toutes les perspectives de partenariat et de prendre des mesures réelles visant à renforcer la coopération algéro-croate en associant les opérateurs touristiques des deux pays».

A cette occasion, le diplomate croate a affirmé «la disposition de son pays à poursuivre la promotion des relations bilatérales avec l'Algérie en matière de tourisme et l'élargissement des domaines de partenariat et de coopération», et s'est félicité «des grandes potentialités que recèle l'Algérie», soulignant à ce propos «la nécessité d'aller de l'avant dans la mise en place d'un véritable programme de partenariat dans les plus brefs délais».

Enfin, les deux parties ont relevé l'importance de «poursuivre les efforts visant l'établissement d'une coopération fondée sur le développement commun et le renforcement de la concertation au mieux des intérêts des deux pays».

ALGÉRIE - QATAR

Industrie pharmaceutique: M. Benbahmed examine avec l'ambassadeur qatari les opportunités de coopération



Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, a examiné mardi à Alger avec l'ambassadeur qatari, Abdulaziz Ali Naama Al-Naama, les opportunités de coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, en vue de développer le partenariat et de promouvoir l'exportation des produits pharmaceutiques vers le Qatar, indique un communiqué du ministère.

Lors d'une audience tenue au siège du ministère, M. Benbahmed a passé en revue l'évolution et les performances enregistrées par l'industrie pharmaceutique algérienne à travers la croissance de son tissu industriel, notamment dans la fabrication de produits pharmaceutiques à haute valeur ajoutée et destinés à l'exportation, a ajouté le communiqué.

«Un document exhaustif sera transmis aux autorités qataries permettant de faire un point de situation des échanges et de la coopération afin de présenter les opportunités d'investissement dans le domaine pharmaceutique, et encourager et soutenir les opérateurs en vue d'encourager l'exportation», a-t-on indiqué de même source.

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Créer une synergie entre les financements public et privé pour soutenir le secteur

Créer une synergie entre les financements, public et privé, constitue un facteur élémentaire qui permettra de soutenir le secteur de l'efficacité énergétique (EE) en Algérie, a estimé mercredi à Alger le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie en Algérie (Aprue), Kamel Dali.

Lors d'un séminaire consacré aux mécanismes de financement de l'efficacité énergétique, M. Dali a souligné la nécessité de l'apport du secteur financier privé dans la réussite du déploiement de l'EE au sein des différents projets nationaux, notamment dans l'habitat et le transport. Il a ainsi estimé que les financements publics de ce secteur, notamment via le Fonds national de maîtrise de l'énergie (FNME), demeure actuellement "insuffisant" pour passer à des projets de grande échelle incluant l'EE notamment dans le secteur du bâtiment.

Le responsable a sollicité, dans ce sens, la mobilisation des acteurs de la place financière nationale et internationale, publics et privés, pour créer un marché de l'EE et afin d'assurer sa pérennité.

Pour l'expert auprès du programme de coopération Algérie-UE "Taka Nadifa", Menouer Boughedaoui, il s'agit également de réunir l'ensemble des conditions réglementaires et institutionnelles pour parvenir à de nouveaux mécanismes de financement.

L'expert a cité plusieurs contraintes et limites des actions de financement de par le FNME, notamment la non-obligation de mise en oeuvre des audits énergétiques et la rigidité du mécanisme impliquant une lenteur d'accès aux res-



sources. M. Boughedaoui a ainsi recommandé de compléter le dispositif réglementaire actuel, notamment via la révision de la loi sur la maîtrise de l'énergie ou la promulgation d'une nouvelle loi sur la transition énergétique incluant la maîtrise de l'énergie.

Il a également estimé nécessaire de renforcer et de compléter le dispositif institutionnel par le renforcement de l'Aprue et la création d'un organe technique de l'EE. Présent lors de ce séminaire, le délégué général de l'Association des banques et des établissements financiers (Abef), Rachid Belaid, a plaidé en faveur du recours au portefeuille des banques déjà existant en matière de

financement, il est possible de s'appuyer sur le financement des clients qui ont acquis des logements à travers les banques pour offrir de nouveaux financements d'aménagement dans le cadre de l'efficacité énergétique", a-t-il proposé. M. Belaid a en outre recommandé la possibilité de financer les promotions immobilières en intégrant la dimension d'EE. "Les promoteurs immobiliers pourraient intégrer les équipements liés à l'efficacité énergétique dans leurs devis pour bénéficier des financements adaptés", a-t-il expliqué, ajoutant que ces propositions peuvent être mises en oeuvre sans "chambouler" la législation et les mécanismes existants tout en offrant une rapidité de financement.

Nécessaire adaptation de l'offre de financement aux besoins du marché

L'adaptation de l'offre de financement aux besoins du marché de l'efficacité énergétique est nécessaire pour accompagner les opérateurs économiques et les particuliers dans la réalisation des projets du secteur, a estimé mercredi à Alger le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Bennato Ziane.

"Le secteur bancaire doit opérer une mutation afin d'adapter son offre de financement aux besoins du marché de l'efficacité énergétique", a-t-il estimé dans un discours prononcé en son nom par le Secrétaire général du ministère, Mohamed Bouzriba, lors d'un séminaire sur les mécanismes de financement de l'efficacité énergétique.

Pour M. Ziane, dans un environnement actuel marqué par une forte subvention des produits énergétiques, la spécificité

des projets d'efficacité énergétique nécessite une approche adaptée, pour améliorer leur attractivité et développer leur marché. Ainsi, les projets d'efficacité énergétique avec un mode de financement adapté doivent constituer aujourd'hui un choix et une "option avantageuse" pour le citoyen lui permettant un accès "fiable, sûr et durable" à l'énergie. "La question du financement des investissements d'efficacité énergétique reste le point crucial dans la mise en oeuvre des politiques de transition énergétique", a-t-il affirmé. En effet, le financement des projets et des actions d'efficacité énergétique, et leurs mécanismes en sont le pilier qu'il faut souvent concevoir pour réduire l'impact des coûts initiaux d'investissement, et de rendre les temps de retour sur investissement plus acceptables.

Ces mécanismes doivent être "efficaces, attractifs et accessibles" quel que soit le bénéficiaire, souligne le ministre ajoutant que "le particulier doit avoir une place de choix dans ces mécanismes car la réussite de la transition énergétique dépend en grande partie de son acceptabilité par la société et les citoyens".

Il, dans ce cadre, encouragé "vivement" l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue) avec ses partenaires techniques et financiers, nationaux et internationaux, à intensifier leurs efforts pour le développement de nouveaux mécanismes "attractifs et accessibles" par tous les opérateurs pour le développement à grande échelle de l'efficacité énergétique. Selon le ministre, l'atteinte de cet objectif nécessitera une batterie de mesures

législatives, réglementaires ainsi que des mécanismes financiers appropriés et spécifiques pour assurer le développement à grande échelle des programmes d'efficacité énergétique. En outre, M. Ziane a souligné l'enjeu de sensibiliser les banquiers, les assurances, et les opérateurs financiers afin de développer et de promouvoir de nouveaux modes de financement de projets d'efficacité énergétique en se référant aux mécanismes financiers existants dans d'autres pays et qui ont démontrés leur efficacité. De plus, il a plaidé pour la mise en oeuvre des conditions et des moyens de mobiliser les financements nécessaires et de créer une synergie entre les financements publics et privés "qui ne seront que profitables à notre secteur économique, aux promoteurs de projets et aux particuliers".

INDUSTRIE MILITAIRE

Le secteur génère 25.000 emplois civils

La Direction des fabrications militaires (DFM) au ministère de la Défense Nationale (MDN), qui compte 11 entreprises et 28 filiales dans différents secteurs industriels, emploie plus de 25.000 PCE (personnels civils économiques), a indiqué mercredi à Alger le Général Abdelghani Badaoui, Directeur général du Groupement de promotion de l'Industrie Mécanique (GPIM).

Dans une communication en marge de la Foire de la production algérienne, le Général Badaoui, également responsable au sein de la DFM, a mis en avant le rôle du secteur industriel militaire dans le développement de l'économie nationale, notamment à travers sa participation à la création de postes d'emploi, l'amélioration de certains ratios fiscaux et parafiscaux, la promotion de la qualité du produit local ainsi que le développement de son taux

d'intégration à travers la sous-traitance.

M. Badaoui a également mis en exergue, dans sa communication intitulée "La contribution des fabrications militaires dans la diversité du produit national", le rôle de l'Armée nationale populaire (ANP) dans l'établissement d'un partenariat "gagnant-gagnant" pour développer davantage la base industrielle du pays.

Selon ses propos, ce partenariat, adopté dans différents secteurs industriels conformément à la règle 51/49 de la loi de finances 2009 régissant l'investissement étranger en Algérie, a permis de redonner un nouveau souffle à des entreprises défaillantes qui étaient les joyaux de l'industrie nationale dans les années 1970.

"En exécution des instructions du haut commandement, les investissements en partenariat ont concerné d'abord des sites

industriels qui étaient fermés ou en voie de l'être", a-t-il expliqué, en citant entre autres, le site de l'industrie automobile de Tiaret (l'ex complexe Fatia) et celui de Sidi Bel Abbès (l'ex unités FSSE de ENIE).

"Ce programme de partenariat a également profité aux sites en situation économique critique qui subsistaient avec des technologies obsolètes et d'énormes problèmes de stocks (inventus)", a-t-il poursuivi.

Parmi ces complexes qui étaient en difficulté, il a évoqué notamment le complexe du matériel des travaux publics de Ain Smara et l'usine de moteurs-tracteurs de Oued Hamimine, établis à Constantine, le complexe des véhicules industriels de Rouiba en plus des entreprises du secteur des textiles qui étaient en voie de disparition.

"Ces entreprises ont été affiliées à un EPIC du ministère de la Défense nationale

IN-SALAH
Des opérateurs touristiques découvrent le riche potentiel touristique de la région

Un groupe d'opérateurs de tourisme, issus de différentes régions du pays, ont entamé mercredi un séjour d'exploration dans la wilaya d'In-Salah pour découvrir les riches potentialités touristiques de la région, ont indiqué les organisateurs. Cette tournée d'exploration permettra aux opérateurs, et durant quatre jours, d'explorer, outre l'éventuelle ouverture de nouveaux circuits, de multiples sites touristiques, d'apprécier le patrimoine naturel et culturel que renferme In-Salah, dont des gravures rupestres et des sites archéologiques, des palmeraies et autres composants du paysage saharien attractif, a déclaré l'initiateur de la tournée, gérant de l'agence touristique "Kamar Es-Sahra" (lune du désert) d'In-Salah, Abderrazak Hadji. Composé d'une quinzaine d'opérateurs (agences de voyage et de tourisme) et de représentants de la presse nationale, ce groupe devra également se rendre, durant son séjour, dans plusieurs zones, dont la zone humide de "Tilhegamine", la région de "Tamdjarine" et la forêt de bois pétrifié, en plus d'assister à des manifestations culturelles prévues dans la localité d'Igoustan (périphérie d'In-Salah), ainsi que des visites guidées encadrées par des cadres de l'Office national du parc culturel du Tidikelt, a précisé M. Hadji.

L'occasion, qui permettra aussi de promouvoir de nouveaux circuits touristiques pour drainer les touristes, donnera lieu à la conclusion de conventions entre les acteurs du secteur local du tourisme et leurs homologues du Nord du pays, dans le but de développer le tourisme saharien, selon le même responsable. Le directeur du Tourisme et de l'Artisanat (DTA) de la wilaya d'In-Salah, H'mida Benzaïer, a estimé, de son côté, que cette tournée d'exploration touristique contribuera à booster les activités touristiques dans la région, à travers la valorisation de la diversité et de la richesse du potentiel touristique local. La wilaya d'In-Salah dispose de trois structures hôtelières offrant 375 lits (145 chambres), en plus de deux projets d'hôtels privés totalisant 202 lits, en cours de réalisation. Ces structures sont appelées à contribuer au renforcement des capacités d'accueil touristiques dans cette région réputée également pour sa panoplie d'activités artisanales, dont la poterie, la céramique et la vannerie, développées par plus de 1.300 artisans immatriculés à la Chambre de l'Artisanat. Le sous-directeur de l'Office du parc national culturel de l'Ahaggar à In-Salah, Abdelkader Hafaoui, a souligné que "le parc, qui s'étend sur près de 130.000 km2, renferme de nombreux sites archéologiques, des sites naturels attractifs, une biodiversité, en sus d'un riche patrimoine culturel, lui conférant des atouts pour devenir une destination touristique par excellence". Par souci de préserver ces atouts, l'Office a déployé six (6) postes de surveillance permanente, avec une soixante d'agents, a-t-il fait savoir.

et accompagnées d'un programme de mise à niveau leur permettant de s'organiser en filiales avec des partenaires étrangers", a-t-il ajouté.

A rappeler que le MDN participe à la 29e édition de la Foire de la production algérienne, organisée du 13 au 25 décembre à Alger, avec 18 unités de production relevant du Commandement des Forces aériennes, du Commandement des Forces navales, du Département des transmissions, des systèmes d'information et de guerre électronique, de la Direction centrale du matériel, ainsi que de la DFM.

Sillonnant lundi le pavillon des industries militaires lors de l'inauguration de cette foire, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a estimé que l'industrie militaire constituait une "locomotive" pour les autres industries.

ENERGIE

L'APPO appelle à la réalisation de gazoducs transfrontaliers

Le Conseil des ministres de l'Organisation Africaine des Pays Producteurs de Pétrole (APPO) a appelé lors de la clôture de sa 41e session ordinaire, à la réalisation de gazoducs transfrontaliers et d'infrastructures énergétiques entre les pays africains, a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie.

Lors des travaux de cette session, tenue par visioconférence, sous la présidence du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, en sa qualité de président en exercice de l'APPO, le Conseil des ministres de l'Organisation a souligné la nécessité de réaliser des infrastructures énergétiques entre les pays africains, comme des gazoducs transfrontaliers, des entrepôts de produits pétroliers et des ports pétroliers, précise la même source. Il a été décidé lors de cette réunion de poursuivre l'exploitation des ressources pétrolières et gazières gigantesques des pays membres de l'APPO pour réaliser l'autosuffisance économique de leurs peuples, tout en prospectant les opportunités d'exploitation des énergies renouvelables», ajoute la même source. Les participants à cette rencontre ont également évoqué les perspectives de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique, à la lumière des efforts internationaux visant à parvenir à la transition énergétique. Les ministres ont exprimé



leur soutien à tout effort visant à cerner les risques du changement climatique. Ils ont souligné qu'à l'heure actuelle, les économies africaines sont prêtes à se lancer dans l'industrialisation, ce qui nécessite beaucoup d'énergie. Les participants ont par ailleurs identifié les défis imminents auxquels l'industrie pétrolière et gazière en Afrique sera confrontée en raison du manque de financement et d'investissements, en particulier de la part des pays développés.

Ils ont également convenu de l'impératif pour l'Afrique de réviser sa stratégie, de

s'adapter à la situation et aux mutations et d'œuvrer à augmenter ses ressources financières pour continuer à financer l'industrie pétrolière et gazière.

Le Conseil des ministres a réitéré, en outre, son engagement à protéger l'environnement, insistant sur l'impératif de recourir aux technologies permettant l'utilisation des carburants fossiles à carbone réduit et d'obtenir l'appui technique et financier des pays avancés en vue de relever les défis de la mutation énergétique en Afrique.

Le ministre des Res-

sources minérales, du Pétrole et du Gaz en Angola, Diamantino Pedro Azevedo, a été élu, à l'unanimité, en tant que président de la prochaine session de 2022, et le ministre de l'Eau et des Mines au Bénin, Samou Seïdou Adambi en tant que vice président.

Ont participé à cette session, des ministres et des chefs de délégations de pays membres de l'Organisation, à savoir l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo et la République Démocratique du Congo, l'Égypte, le Gabon, la Guinée équatoriale, la Libye, le Niger, le Nigeria et le Tchad. Le ministre sénégalais du Pétrole et de l'Énergie, Sophie Gladima, le vice ministre ghanéen de l'Énergie, Mohammed Amin Adam, le directeur exécutif de la Commission africaine de l'énergie (AFREC) de l'UA, Rashid Ali Abdallah, le directeur exécutif de la Chambre africaine de l'Énergie, NJ Ayuk et les représentants de certaines organisations internationales sur l'Énergie.

ITALIE

L'inflation accélère en novembre, au plus haut depuis 2008

Les prix à la consommation en Italie ont augmenté de 3,7% en novembre sur un an, tirés par le secteur de l'énergie, atteignant ainsi un plus haut depuis septembre 2008, selon des chiffres définitifs publiés mercredi par l'institut italien des statistiques "Istat". L'inflation a été alimentée par la flambée des prix de l'énergie, en hausse de 30,7% sur un an, et dans une moindre mesure par les prix des transports (+3,6%) et des produits alimentaires (+1,4%), a expliqué l'Istat. Istat a ainsi révisé à la baisse une première estimation, qui avait tablé sur une inflation de 3,8%. En octobre, l'inflation s'était élevée à 3% sur un an, avec une hausse des prix de l'énergie de 24,9%. Sur un mois, la hausse des prix a atteint 0,6% en novembre, précise l'Istat. Le taux d'inflation de l'Italie reste certes inférieur à la moyenne de la zone euro, qui a atteint le niveau record de 4,9% en novembre, mais suscite les inquiétudes des consommateurs. Afin d'atténuer les hausses des prix de l'énergie, l'Etat italien a suspendu ou réduit des taxes et charges liées aux factures de gaz et d'électricité. Dans le cadre du projet de budget 2022, le gouvernement de Mario Draghi prévoit au moins 3,8 milliards d'euros afin de contenir la forte hausse des factures des ménages, après avoir consacré 4,2 milliards d'euros à cet effet en 2021.

"Nous sommes prêts à ajouter des ressources supplémentaires si l'évolution des prix ne se stabilise pas", a promis mercredi M. Draghi, s'exprimant devant la chambre des députés.

MAROC

Hausse vertigineuse des défaillances chez les entreprises

Plus de 90.000 entreprises sont en situation de «veilles» et plus de 11.000 autres sont complètement défaillantes au Maroc, en raison de la pandémie de la Covid-19 et de la mauvaise gestion du secteur de l'investissement, ont relevé des experts marocains.

«Les entreprises exerçant dans le tourisme, l'industrie, le textile et les services ont été profondément impactées par la crise sanitaire. On estime ainsi que près de 11.000 d'entre elles devraient baisser leurs rideaux en 2021», a indiqué Yassine Benkerroum, responsable de la commission fiscale au Centre marocain de la gouvernance et du management (CGEM) Rabat-Salé-Kénitra lors d'un webinaire organisé récemment par la Chambre de commerce britannique pour le Maroc. Il estime que «plus de 90.000 entreprises sont, aujourd'hui, en situation de «veilles» au royaume», notant que c'est un «chiffre record». Si la crise sanitaire, liée à la pandémie du nouveau coronavirus, est en grande partie responsable de la hausse vertigineuse des défaillances enregistrées chez les entreprises marocaines, la mauvaise gestion du secteur de l'investissement en était, également, responsable, selon le même intervenant.

Il a souligné, dans ce sens, la longévité de paiement et le climat des affaires qui restent encore loin des standards internationaux. La liquidation d'entreprise au Maroc demeure la première forme de déclaration des défaillances enregistrées, au détriment de la procédure de sauvegarde et de redressement judiciaire, a regretté M. Boukerroum.

De son côté, Youssef Guerraoui Filali, président du CGEM, a rappelé que la loi marocaine 32-10 relative aux délais de paiement, n'était «pas encore totalement appliquée», ajoutant que «plusieurs décrets d'application sont toujours en attente de validation». Le responsable de la CGEM a évoqué «la complexité» de la démarche de radiation. «Un processus long et compliqué», a-t-il souligné. A cela, il faut ajouter que les entreprises ont peu recours à la procédure de sauvegarde et de redressement judiciaire. Le Maroc vit ces deux dernières années la plus grave crise économique depuis des décennies, en raison des vagues houles induites par la crise de Covid-19. Malgré une telle situation, le gouvernement a décidé d'annuler les mesures d'aides étatiques aux entreprises, une démarche n'étant guère de nature à aider ces dernières dans leur relance en 2021, selon les intervenants.

APPS

PÉTROLE

Le Brent à 73,02 dollars hier à Londres

Les prix du pétrole étaient en baisse mercredi avant la publication par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) de l'état des stocks de brut aux Etats-Unis, le variant Omicron planant toujours sur la demande à venir d'or noir.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février lâchait vers midi 0,92% à 73,02 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de janvier cédait 1,09% à 69,96 dollars.

Les marchés pétroliers sont sur «la pente descendante» en milieu de semaine, constatent des analystes, les prix souffrant de l'incertitude actuelle engendrée par le variant Omicron. La perspective d'éventuelles restrictions sur les voyages et de nouveaux confinements inquiète les investisseurs, ajoutent-ils. Ces derniers sont par ailleurs attentifs aux données sur l'état des stocks de pétrole brut aux Etats-

Unis. L'American Petroleum Institute (API), la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier dans le pays, a fait état mardi d'une baisse des réserves commerciales de brut de 800.000 barils la semaine passée. L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), aux estimations jugées plus fiables, publiera ses propres chiffres mercredi. Le marché table aussi sur une baisse, de l'ordre de 1,7 million de barils, selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg. Les investisseurs surveillaient également le prix du gaz, qui cédait du terrain mercredi après un nouveau pic à l'ouverture. Le marché de référence du gaz européen, le TTF (Title Transfer Facility) néerlandais, perdait vers 10h50 GMT mercredi 4,55% à 122,46 euros le mégawattheure (MWh) mais restait en hausse de 15% depuis le début de la semaine et de 35% depuis lundi dernier.

USA

La Banque centrale américaine annoncera son plan anti-inflation

La Banque centrale américaine devrait annoncer mercredi le retrait accéléré de son soutien à l'économie, avec l'objectif de remonter les taux d'intérêt dans la foulée pour tenter d'endiguer la montée éfrénée de l'inflation.

La hausse généralisée des prix à la consommation pénalise durement les ménages aux Etats-Unis. C'est aussi désormais un obstacle majeur sur la route du président Joe Biden. Mercredi, les yeux seront rivés sur la Réserve fédérale (Fed) qui achève sa dernière réunion de politique monétaire de l'année et planche sur la question: comment enrayer la spirale inflationniste?

A l'issue de la réunion du comité monétaire (FOMC), la Fed publiera à 19h00 GMT un communiqué dévoilant ses décisions et incluant ses nouvelles prévisions économiques. Puis, son président Jerome Powell tiendra une conférence de presse, la première depuis qu'il a été reconduit dans ses fonctions par Joe Biden.

L'institution, qui avait porté secours à l'économie en un temps record au printemps 2020 quand la pandémie s'est propagée aux Etats-Unis, annoncera l'accélération de la réduction d'achat d'actifs («tapering» en anglais). Lancé en novembre, la fin de ce programme devait initialement être achevée en juin prochain. Mais M. Powell a d'ores et déjà indiqué qu'il fallait avancer la fin du programme de «quelques mois» pour entamer une hausse des taux.

Car l'inflation a atteint 6,8% en novembre en glissement annuel. Du jamais vu depuis juin 1982. C'est aussi très supérieur à la cible de la Fed -- de l'ordre de 2% -- considérée comme saine pour l'économie. La tâche s'avère délicate pour l'institution qui poursuit un double mandat: la stabilité

des prix et le plein emploi. Or, d'une part, le marché du travail n'est pas encore complètement remis de la crise provoquée par la pandémie et d'autre part, une remontée brutale des taux d'intérêt pourrait compromettre la croissance déjà ralentie par les variants du Covid-19.

De plus, si la hausse du taux directeur est sans doute l'outil le plus puissant pour faire reculer l'inflation, car elle ralentirait la demande en augmentant les coûts d'emprunt, son effet n'est pas immédiat. Généralement, l'impact est tangible 6 à 12 mois plus tard. «La raison principale est que le taux d'intérêt directeur met un certain temps à se refléter dans les taux d'emprunt à court terme et à moyen terme», explique Gregory Daco, chef économiste chez Oxford Economics. Il faut donc patienter avant que la consommation et les investissements ne ralentissent et tempèrent, in fine, l'inflation. Et la question est de savoir dans quelle proportion les taux d'intérêt, actuellement compris dans la fourchette de 0% à 0,25%, seront relevés. En septembre, lors de la publication de ses dernières prévisions, la banque centrale prévoyait une seule hausse des taux directeurs en 2022. Elle avait alors abaissé sa prévision de croissance 2021 à 5,9%, contre 7% en juin tandis que la projection d'inflation avait, elle, été relevée à 4,2% contre 3,4%. Certains économistes misent à présent sur trois relevements en 2022 et trois supplémentaires en 2023. Outre les mesures annoncées, les commentaires de Jerome Powell, seront décortiqués dans leurs moindres détails. Celui-ci a souligné récemment devant le Congrès que l'institution devait faire preuve d'adaptabilité compte tenu de la situation économique délicate.

COUR DE BOUMERDES Report du procès de Abdelghani Hamel au 19 janvier 2022

La Chambre pénale près la Cour de justice de Boumerdes a reporté, mercredi, au 19 janvier 2022 le procès en appel de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, de son fils et d'anciens walis ainsi que d'ex-cadres de la wilaya de Tipasa, poursuivis pour "détournement de fonciers agricoles" et "abus de fonctions".

Le report du procès dans cette affaire, rouvert après un pourvoi en cassation interjeté auprès de la Cour suprême, intervient à la demande du collectif de défense pour des raisons qui n'ont pas été citées.

Le procès en appel a été inscrit au rôle une première fois le 22 septembre dernier et a été reporté au 27 octobre dernier, puis au 24 novembre, ensuite au 15 décembre (aujourd'hui) pour être de nouveau reporté au 19 janvier 2022. Le tribunal de première instance de Boumerdes avait rendu le 4 juin 2020 son verdict dans cette affaire, en condamnant l'ancien DGSN, Abdelghani Hamel et l'ancien wali de Tipasa Moussa Ghelai à douze ans (12 ans) de prison ferme. Il a également confirmé la peine de 10 ans de prison ferme contre chacun des ex-walis de Tipasa, Kadi Abdolkader et Layadi Mustapha, ainsi que la peine de trois (3) ans de prison ferme contre Chafik Hamel (fils de l'ancien DGSN) et Salim Djai Djai, ex-chef de la sûreté de wilaya de Tipasa. La même juridiction a condamné, dans le cadre de la même affaire, à 4 ans de prison avec sursis l'ancien ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, et à 5 ans de prison ferme l'ancien directeur des domaines de Tipasa, Ali Bouamrane.

Une peine de deux (2) ans de prison ferme a été prononcée contre l'ancien directeur de l'Industrie et des mines de Tipasa, Haddou Abderezak, et l'ancien Conservateur foncier de Koléa, Mohamed Bouamama, outre une année ferme contre l'investisseur privé Zerad Abdelhakim. L'ancien Directeur général des Domaines, Khezradji Djamel a été acquitté.

Les accusés dans cette affaire sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, notamment "détournement de foncier agricole", "abus de fonction", "trafic d'influence" et "abus de fonctions".

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED Report du procès de Sellal et Necib au 29 décembre

Le pôle pénal économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé mercredi de reporter, au 29 décembre, le procès de l'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal, de l'ancien ministre des Ressources en eau Hocine Necib et d'anciens responsables, poursuivis dans des affaires de corruption.

Le président de la séance a reporté ce procès dont lequel est également jugé l'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, pour corruption, abus de fonctions, dilapidation de deniers publics, et ce à la demande du collectif de défense. En juillet dernier, le juge d'instruction au pôle pénal avait ordonné le placement sous mandat de dépôt de l'ancien ministre des ressources en eau Hocine Necib, impliqué dans des affaires de corruption, alors qu'il était responsable du secteur, entre 2012 et 2015 puis entre 2017 et 2019. Lors de la même séance, il a été décidé du report du procès d'Omar ben Omar, et d'autres accusés dans des affaires de corruption, notamment l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia, à la même date (29 décembre).

Deux ans de prison ferme contre l'ancien wali de Sidi Bel Abbes Mohamed Hattab

Le pôle pénal économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, mercredi, l'ancien wali de Sidi Bel Abbes, Mohamed Hattab, poursuivi pour corruption, à une peine de deux ans de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 Da.

Le procureur près le pôle pénal économique et financier a prononcé une peine de deux ans de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 Da contre l'ancien wali de Sidi Bel Abbes, Mohamed Hattab et l'homme d'affaires, Mohamed Benbada, poursuivis pour octroi d'indus avantages en violation des dispositions législatives et réglementaires, dilapidation de deniers publics, abus de fonction et non déclaration de biens. Les 4 autres coaccusés dans cette affaire ont été acquittés. Il s'agit de l'ancien directeur de wilaya des domaines de l'Etat, Ahmed Djelloul, l'ancien directeur de l'Industrie, Abdelkader Mearki, du chef de département des forêts, Boutenzar Tayeb et du directeur des travaux publics, Mohamed Osmani.

CHLEF Plus de 20 participants au concours du meilleur couscous

Plus d'une vingtaine de participants prennent part à la 5^{ème} édition du concours du meilleur plat de couscous, ouverte mardi, à la maison de la culture de Chlef, a-t-on appris des organisateurs.

Selon la présidente de l'association "Ahlam" pour les échanges culturels et artistiques, Kheira Barbari, le concours du meilleur couscous, organisé pour la cinquième année consécutive, est marqué cette année par une forte participation, soit 23 participants qui présentent le meilleur plat de couscous, un mets traditionnel réputé dans l'art culinaire de Chlef et de toute l'Algérie.

L'événement, organisé sous le titre "Le couscous... leader de la gastronomie populaire et de l'hospitalité", vise "la mise en valeur de la créativité des femmes de Chlef dans la cuisine traditionnelle, tout en contribuant au développement de divers types de couscous, marqués par une importante diversité dans leurs modes de prépara-



tion et de présentation, suivant chaque région de la wilaya", a-t-elle ajouté.

Mme. Barbari a signalé la participation, à cette 5^{ème} édition, de stagiaires du Centre de formation profes-

sionnelle qui ont exposé leur savoir dans la préparation du couscous et qui cherchent, en prenant part à ce concours, à prendre connaissance des nouvelles recettes créées à la faveur de l'introduction de nouveaux ingrédients pour la cuisson et la présentation de ce plat. Un jury, composé de chefs cuisiniers, a effectué une séance de dégustation et d'évaluation de tous les plats exposés pour la sélection du meilleur couscous, a fait savoir la même responsable.

Les membres du jury ont, affirmé qu'il était "difficile" de choisir parmi la dizaine de différents plats traditionnels présentés dont le couscous aux glands, au thym, à la menthe, au blé et à l'orge.

Le concours se poursuivra jusqu'à demain, mercredi, avec la présentation d'une conférence sur les origines du couscous et son mode de préparation original, suivie d'un atelier dédié aux participants sur les méthodes de préparation, cuisson et présentation de ce plat séculaire.

BECHAR Démantèlement d'un réseau criminel de narcotrafic

Un réseau criminel organisé de narcotrafiquants, composé de cinq (5) individus, a été démantelé à Bechar par les éléments du service régional de lutte antidrogue qui ont saisi en leur possession 48,609 kg de kif traité, a-t-on appris mercredi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Cette opération policière, menée avec l'appui des services spécialisés du secteur militaire opérationnel de la troisième région militaire (3^{ème} RM), est venue à la suite d'informations faisant état de l'imminence de l'introduction dans la wilaya de Bechar d'une importante quantité de

drogue à partir des frontières ouest du pays, a-t-on précisé.

La mise en place d'un dispositif sécuritaire, au niveau de l'un des tronçons de la RN 6 reliant la wilaya de Bechar au nord du pays, a permis dans une première phase l'arrestation de trois (3) suspects lors d'un barrage de contrôle routier, ayant permis après la fouille minutieuse d'un véhicule suspect la quantité susmentionnée de kif bien dissimulée dans l'un de ses compartiments, a expliqué la source.

Enquêtes diligentées avec les trois suspects a permis ensuite l'arrestation de

deux (2) de leurs complices à Bechar, a-t-on ajouté.

Après finalisation de l'enquête policière, sous la supervision du procureur de la République près le tribunal de Bechar, les cinq (5) mis en cause (29 à 38 ans) ont été présentés à la justice qui a ordonné la mise en détention provisoire de trois (3) d'entre eux, tandis que deux (2) autres ont été placés sous contrôle judiciaire, et ce, pour possession illégale de drogue à des fins de commercialisation illégale, de transport en transit, et de délit de contrebande avec utilisation d'un moyen de transport, a-t-on conclu.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 7 morts et 138 blessés en 24 heures

Sept (7) personnes sont mortes et 138 ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique mercredi un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, trois membres d'une même

famille, âgés de 35 ans, 32 ans et 4 ans, sont décédés asphyxiés par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffage dans leur habitation située à la nouvelle ville Ali Mendjeli, commune d'El Khroub, dans la wilaya de Constantine. Une personne de sexe masculin

âgé de 55 ans, est décédé, quant à elle, à la suite d'un incendie qui s'est déclaré dans une habitation sise au lieu dit Mechtet laalaoucha, commune de Ras laayoune, dans la wilaya de Batna. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus

(Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué 28 opérations de sensibilisation et 11 autres de désinfection générale à travers le territoire national ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

EL-BAYADH Démantèlement d'une bande de malfaiteurs

Les éléments de la sûreté de wilaya d'El-Bayadh ont démantelé une bande de malfaiteurs composée de quatre individus, spécialisé dans le trafic de stupéfiants et saisi 668 comprimés de psychotropes, a-t-on appris, mardi, des responsables de ce corps de sécurité.

L'opération, qui intervient dans le cadre de la lutte contre la criminalité urbaine, a été effectuée par les éléments de la 4^{ème} sûreté urbaine sur

la base d'informations confirmées faisant état de l'existence d'un réseau criminel de trafic de comprimés de psychotropes, ont expliqué à l'APS, les responsables de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Les investigations se sont soldées par l'arrestation de quatre (4) suspects, âgés entre 24 et 35 ans, a indiqué la même source, ajoutant que 668 comprimés de psychotropes ont été

découverts dans le domicile du principal mis en cause, ainsi qu'une somme d'argent issue des revenus de la vente des psychotropes.

Trois (3) mis en cause ont été condamnés à cinq ans de prison ferme et une amende, alors que le quatrième accusé, une femme, a été éclopé de 6 mois de prison ferme, pour entraves à ux policiers dans l'exercice de leurs fonctions, selon la même source.

SÛRETÉ D'ALGER Arrestation d'un individu pour vol et saisie d'une somme de 400 millions de centimes

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation d'un individu impliqué dans une affaire de vol de magasins de vente en gros et à la saisie d'une somme de 400 millions de centimes, a indiqué mercredi un communiqué des mêmes services.

La brigade de la police judiciaire relevant de la sûreté de la circonscription administrative d'El Harrach a arrêté un voleur, suite à une plainte déposée par un commerçant de gros, et saisi une somme de 400 millions de centimes", a pré-

cisé la même source, ajoutant que le suspect avait été déferé devant le procureur de la République après parachèvement des procédures légales. Par ailleurs, la brigade de la police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Birtouta a arrêté un individu impliqué dans une affaire de vol d'un véhicule qui a été récupéré. Le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République après parachèvement des procédures légales.

ALLEMAGNE

Vaste opération policière après des menaces de mort d'anti-vaccins

La police allemande a mené une vaste opération mercredi après des menaces de mort visant un dirigeant régional pro-vaccins, au moment où les autorités redoutent que la radicalisation de la mouvance anti-restrictions débouche sur du terrorisme.

La police criminelle de la région de Saxe, assistée de forces d'intervention spéciales, est intervenue en plusieurs endroits à Dresde après ces menaces de morts visant, sur un groupe anti-vaccins de l'application Telegram, le ministre-président du Land.

Cette région de l'Est est un fief de la mouvance anti-restrictions dans le pays et également de l'extrême droite qui, selon les autorités, est à la pointe du mouvement.

L'opération fait suite à l'infiltration de journalistes de la chaîne publique ZDF dans un groupe de la messagerie cryptée sur lequel auraient été, selon eux, émises des menaces de mort contre Michael Kretschmer, ministre-président CDU (Union



chrétienne-démocrate) favorable à la vaccination.

«Les déclarations de certains membres du groupe laissaient supposer qu'ils

pourraient être en possession d'armes réelles et d'armes à feu», a précisé dans un communiqué la police, sans indiquer si des arrestations

avaient eu lieu.

La justice avait ouvert une enquête au lendemain de la diffusion le 7 décembre de l'émission qui avait révélé les contenus des messages de ce groupe Telegram, avec une centaine de membres «liés par leur opposition au vaccin, à l'Etat et la politique sanitaire actuelle», selon le parquet.

Des messages audio appelaient à s'opposer, «si nécessaire avec des armes», aux mesures en vigueur, visant notamment les responsables politiques et M.

Kretschmer en particulier. La justice soupçonne désormais «la préparation d'un crime violent grave qui menace l'Etat», a expliqué mercredi la police de Saxe sur Twitter.

FRANCE - ESPAGNE

Un bûcheron espagnol jugé pour le vol de 400 arbres dans les Pyrénées françaises

Un exploitant forestier espagnol a comparu mardi devant la justice française pour avoir coupé illégalement des centaines d'arbres dans un village des Pyrénées et risqué 24 mois d'emprisonnement, dont 12 avec sursis, et 25.000 euros d'amende.

Une centaine de chênes centenaires et plus de 300 sapins ou épicéas avaient été tronçonnés illégalement en novembre 2020 et février 2021 sur la commune de Perles-et-Castelet qui s'étend entre 600 et 2.000 mètres d'altitude, dans les Pyrénées françaises.

Les arbres volés avaient ensuite été transportés vers l'Espagne et 21 propriétaires français lésés avaient porté plainte.

Le procureur a requis contre le chef d'entreprise 24 mois d'emprisonnement,

dont 12 avec sursis, 25.000 euros d'amende (et 200.000 euros contre sa société), l'interdiction de toute activité forestière en France et l'indemnisation des victimes.

Il a dénoncé «un pillage des forêts d'Ariège. Un chêne centenaire, sur la vie d'un homme, cela ne se remplace pas».

Le jugement a été mis en délibéré au 15 février. A la barre, Manuel Bautista, 46 ans, patron de la société Explotaciones Forestales Bautista, dont le siège est à Lérida, a reconnu «des erreurs» et renvoyé la responsabilité des dégâts sur ses sous-traitants ou ses employés qui auraient mal compris ses consignes.

Pour le procureur, le prévenu est «pénalement responsable des actes commis par ses préposés ou ses sous-trai-

tants». Il agit selon un mode opératoire qui consiste «à passer en force quitte à indemniser plus tard» les propriétaires s'ils se manifestent. Le chef d'entreprise espagnol dit exploiter du bois coupé en France depuis 2009, en signant des contrats avec des propriétaires forestiers avant de revendre le bois à des scieries en Espagne. Son avocat a plaidé la relaxe en invoquant sa bonne foi.

Le prévenu a été placé en août sous contrôle judiciaire avec interdiction de se rendre dans l'Ariège autrement que pour répondre aux convocations judiciaires et d'exercer la profession d'exploitant forestier en France.

Son entreprise avait été confondue grâce au système de géolocalisation de l'un de ses camions.

USA

Fin de cavale pour deux zèbres échappés près de Washington

Deux zèbres qui vivaient en liberté à quelques dizaines de kilomètres de Washington depuis près de quatre mois, échappant aux tentatives de captures, ont finalement été rattrapés, a annoncé un responsable mardi.

Les équidés s'étaient échappés fin août de la ferme du Maryland où ils vivaient et leur folle aventure - tout autant que les échecs successifs à les attraper - avait pas-

sionné habitants et médias locaux.

Mais après avoir fait tourner en bourrique les autorités, les zèbres ont été capturés, a annoncé mardi Richard Bell, un représentant d'une agence du ministère américain de l'Agriculture, sans fournir plus de détails.

Le comté de Prince George, où se déroulait la poursuite, avait annoncé il y a plusieurs semaines qu'il aurait recours

à d'autres zèbres pour tenter d'attraper les quadrupèdes récalcitrants. L'affaire, documentée avec amusement sur les réseaux sociaux par les résidents au fil des apparitions des animaux, avait pris un tour sordide en octobre.

Le comté de Prince George avait annoncé le décès d'un troisième zèbre, qui avait fui en même temps que ses comparses mais avait été pris dans un piège. Leur propriétaire,

Jerry Holly, avait été inculpé d'actes de cruauté sur des animaux. L'homme, qui vit dans une grande ferme, possédait une trentaine de zèbres, selon la justice.

La possession d'animaux exotiques, phénomène mis en lumière dans la série Netflix «Tiger King», est autorisée dans certains Etats américains, permettant à ceux qui le souhaitent de garder chez eux tigres ou singes.

USA

Aux Etats-Unis, de plus en plus d'Américains se disent «sans religion»

Près d'un tiers des Américains se disent sans religion en 2021, une tendance à la hausse depuis des années qui témoigne d'une sécularisation plus forte des Etats-Unis, où le christianisme domine toujours, selon l'institut Pew Research.

Dans un pays réputé très religieux, 29% des adultes se considèrent comme «athées, agnostiques ou sans religion particulière», contre 16% en 2007, la première fois que l'institut a mesuré cette tendance.

Les chrétiens restent majoritaires, mais seulement à 63% contre 78% en 2007.

Parmi eux, c'est au sein de ceux qui se déclarent protestants que la baisse est la plus forte, de 52% à 40% depuis 2007, contre 21% de catholiques déclarés (24% en 2007).

6% des adultes américains se disent d'autres religions, parmi lesquelles l'islam (1%), le judaïsme (1%), le bouddhisme (1%) et l'hindouïsme (1%).

«La sécularisation évidente de la société américaine au 21^e siècle ne montre pas de signe de ralentissement», note Pew Research, dont l'étude ne dresse pas de comparatif avec d'autres pays.

Autre illustration, désormais, 45% des adultes américains disent prier quotidiennement, contre 58% en 2007.

Parmi les protestants, les évangéliques restent majoritaires, 60% se définissant par ce terme ou celui de «born again» («né à nouveau»). Dans une précédente étude, Pew avait souligné que 84% des chrétiens évangéliques blancs avaient voté pour Donald Trump à la présidentielle de 2020.

Les données de 2021 sont issues du sondage de référence sur l'opinion publique américaine de Pew Research (NPORS).

ESPAGNE

L'Espagne démantèle un réseau qui passait la drogue dans des blocs de béton

La police espagnole a annoncé mardi avoir démantelé un réseau qui faisait passer «d'énormes quantités» de cocaïne et de méthamphétamine du Mexique vers l'Europe, cachées dans des blocs de béton.

Le coup de filet a permis la saisie en 2019, dans le port de Rotterdam, de 2,5 tonnes de méthamphétamine, la plus importante saisie de cette drogue jamais réalisée en Europe, a indiqué la police espagnole.

Le réseau, qui était lié au cartel mexicain Beltran-Leyva, «utilisait une méthode originale pour faire passer la drogue qui consistait à créer des compartiments cachés dans des blocs de béton, la rendant indétectable lors des contrôles», indique le communiqué.

Une fois les blocs arrivés en Espagne, le gang en extrayait la drogue pour l'expédier vers d'autres pays européens.

La police a arrêté seize personnes dans le cadre de cette opération, qui a débuté en 2017 et a été menée en coopération avec Europol.

Ils ont également saisi près de 1,4 tonne de cocaïne et 17.000 litres de produits chimiques utilisés pour laver la cocaïne ou produire des drogues synthétiques.

Les liens étroits de l'Espagne avec ses anciennes colonies d'Amérique latine, l'une des principales régions productrices de cocaïne, en font un point d'entrée privilégié pour les drogues destinées à l'Europe.

ANTILLES FRANÇAISES

Saisie record de 1,4 tonne de cocaïne en Martinique

Une saisie record de 1,4 tonne de cocaïne a été réalisée sur l'île de la Martinique, dans les Antilles françaises, et six hommes ont été écroués, a annoncé mardi le parquet local à Fort-de-France.

Ils sont poursuivis pour importation de stupéfiants en bande organisée, association de malfaiteurs et détention illégale d'armes. Agés de 39 à 56 ans, ils sont connus de la justice pour des faits de trafic de stupéfiants.

L'enquête entamée en 2018 a permis de mettre également la main sur 40 kilos de résine de cannabis, 9 armes de poing et un fusil de gros calibre. «C'est une belle affaire judiciaire. Elle relève d'un vrai travail des enquêteurs», a déclaré



Clarisse Taron, procureure de Fort-de-France. La marchandise était destinée au marché français et européen. Sa valeur à la revente a été estimée à 45 millions d'euros. En Martinique, les forces de l'ordre ont multiplié les saisies d'importance au deuxième semestre. Environ 4,5 tonnes de cocaïne ont été interceptées en provenance ou sur le territoire martiniquais depuis le mois de juin 2021.

La région des Caraïbes, proche des trois principaux pays producteurs (le Pérou, la Colombie et la Bolivie), est une plaque tournante du trafic de cocaïne. La drogue transite le plus souvent par les îles antillaises pour atteindre ensuite les pays européens.

EDUCATION - VACCINATION ANTI-COVID Renforcement des unités de dépistage à Blida

Les 43 unités de dépistage et de suivi (UDS) du secteur de l'Éducation ont été renforcées à Blida par trois équipes médicales supplémentaires, à l'effet de relever le rythme de vaccination des enseignants et des employés du secteur contre le coronavirus, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de la Santé et de la Population.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la campagne de rattrapage lancée cette semaine, par la Direction de la Santé et de la Population (DSP), a indiqué le directeur local de la Santé, Ahmed Djemai.

Avec la mobilisation de ces trois équipes médicales supplémentaires, à l'effet de participer à la campagne de rattrapage de l'opération de vaccination, organisée en coordination avec la Direction de l'Éducation, le nombre des équipes devant y intervenir est ainsi porté à 180, ce qui permettra de vacciner le plus grand nombre d'employés du secteur, a ajouté le DSP.

La campagne de vaccination, a-t-il souligné, vise à porter le nombre des personnes vaccinées dans le secteur de l'Éducation, à pas moins de 8.000 employés, sachant qu'à ce jour près de 4.000 personnes ont reçu le vaccin, sur 21.000 employés que compte le secteur à Blida.

"Devant se poursuivre jusqu'à jeudi prochain, cette opération se déroule dans de bonnes conditions", a noté M. Djemai, appelant les personnes concernées à se faire vacciner en prévision d'une éventuelle quatrième vague du virus. Le DSP de Blida a signalé, à l'occasion, le lancement de la campagne de rappel pour la 3ème dose du vaccin anti-Covid, notamment au profit des personnes atteintes de maladies chroniques, faisant cas de plus de 5.000 personnes ayant reçu, à ce jour, leur troisième dose de vaccin. M. Djemai a recommandé la prise de la troisième dose, six mois après l'administration du deuxième vaccin dont l'effet baisse significativement, une fois cette période dépassée.

A ce jour, 300.000 personnes ont été vaccinées contre le coronavirus à Blida, soit 50 % de la population ciblée, estimée à 600.000 personnes nécessaires pour atteindre une immunité collective.

EL-OUED L'EHS Mère-Enfant entrera en service au 1^{er} trimestre 2022

Un nouvel établissement hospitalier spécialisé "EPH-Mère-Enfant" dans la wilaya d'El-Oued entrera en service au premier trimestre de l'année prochaine, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya.

Cette nouvelle structure, venant en substitution à l'hôpital Mère-Enfant "Bachir Bennacer", classé à risques par les services techniques, s'inscrit dans le cadre de la promotion des prestations de santé et la prise en charge sanitaire des citoyens, a indiqué le wali d'El-Oued, Abdelkader Rakkaâ lors de l'inspection du projet.

D'un coût de 3,81 milliards DA (réalisation et équipement), sur le Fonds spécial de développement du Sud (FSDS), cet établissement hospitalier offre une capacité d'accueil de 140 lits, dont 80 lits pour la maternité et le reste pour les nouveaux nés et enfants de neuf (9) mois à 15 ans, en plus des services de chirurgie, consultations, diagnostic, imagerie médicale, bloc opératoire, laboratoire et un centre de formation.

Selon le wali d'El-Oued, cet établissement médical spécialisé devra réduire le déficit accusé dans les structures similaires de la région.

Les services médico-chirurgicaux "Mère-enfant" ont été transférés provisoirement au centre anti cancer, sis à la cité 19 mars à El-Oued.

L'ancienne structure Mère-Enfant "Bachir Bennacer", dont l'édification remonte aux années soixante, avait connu d'importants dégâts suite à deux incendies déclarés au cours des deux dernières années au niveau du service néonatal.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

245 nouveaux cas, 196 guérisons et 10 décès

Deux-cent-quarante-cinq (245) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 196 guérisons et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mercredi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 213.533, celui des décès à 6.165 cas, alors que le nombre de patients guéris est

passé à 146.898 cas. Par ailleurs, 26 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 23 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 16 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 9 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

M. Benbouzid préside une réunion de coordination en prévision du séminaire national sur la modernisation du système sanitaire en janvier prochain

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a présidé, mardi, une réunion de coordination ayant regroupé tous les cadres de l'administration centrale, responsables et directeurs des ateliers de travail chargés d'examiner les problèmes auxquels font face les professionnels de la santé pour "une meilleure prise en charge" des bénéficiaires des prestations sanitaires, a indiqué, mercredi, un communiqué du ministère.

Cette rencontre intervient, "en application des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune relatives à la réforme du secteur de la santé et en prévision de la tenue du séminaire national sur la modernisation du système de santé, prévu en



janvier prochain", ajoute le communiqué. "Des colloques ont été organisés précédemment à travers les 58 wilayas, suivis par 9 rencontres régionales en septembre et octobre 2021 ayant regroupé les professionnels de la santé, les syndicats,

partenaires sociaux et les associations actives dans le domaine de la santé".

Ces rencontres ont été sanctionnées par "la collecte de propositions sur les différents thèmes traités au niveau de plusieurs ateliers et portant principalement

sur la prévention, la protection sanitaire, la gouvernance et la gestion des établissements sanitaires, des métiers et des professionnels de la santé, outre la gestion du processus sanitaire, la formation et la valorisation des ressources, le financement des activités des établissements publics de santé, les médicaments et le matériel médical, l'organisation des soins et le système national d'information sanitaire et du numérique".

La rencontre de coordination vise "à débattre des principaux axes du séminaire et à soumettre des propositions pour la construction d'un système sanitaire à la hauteur des aspirations de la population et répondant aux normes internationales.

COVID-19

Des spécialistes réitèrent leur appel à la vaccination et au respect des gestes barrières

Des spécialistes en épidémiologie et en maladies respiratoires ont réitéré leur appel à la vaccination et au respect des gestes barrières pour lutter contre le covid-19.

Dans une déclaration à l'APS, le chef du service d'épidémiologie et de médecine préventive à l'Établissement hospitalier public (EHP) de la wilaya de Tipasa, Pr. Abderrezak Bouamra, a souligné la nécessité pour les citoyens de se faire vacciner, appelant ceux qui ont reçu deux doses de vaccin à faire le rappel de la troisième dose six mois après la deuxième.

Une troisième dose de vaccin six mois après la deuxième protège des complications du covid-19 à 90%, permettant ainsi d'alléger la pression sur les hôpitaux, notamment les services de réanimation, a-t-il expliqué.

Le spécialiste a invité les citoyens non vaccinés à se rendre dans un centre de vaccination avant la propagation du variant omicron dont un premier cas a déjà été enregistré en Algérie, rappelant que le vaccin commence à être efficace un mois après l'injection.

Concernant l'augmentation du nombre de cas de covid-19 ces derniers jours, le Pr. Bouamra a précisé

qu'à partir de 250 cas par jour, il sera question de la quatrième vague en Algérie, mettant en garde contre le relâchement dans l'observation des gestes barrières par les citoyens et leur réticence vis-à-vis de la vaccination.

Le chef de service d'épidémiologie et de médecine préventive à l'Établissement hospitalier universitaire (EHU) de Sétif, Pr. Slimane Laouamri, a appelé les citoyens à aller se faire vacciner même si la situation semble quelque peu stable car, a-t-il dit, on ne connaît pas tout de ce virus et la situation peut très vite nous échapper.

Le spécialiste a regretté la réticence des citoyens à se faire vacciner alors qu'aucun effet secondaire grave ni aucun décès dus au vaccin n'ont été signalés, affirmant que la vaccination reste le seul moyen de prévention contre le covid-19.

Concernant la capacité d'occupation des lits à l'établissement hospitalier de la wilaya de Sétif, le même spécialiste a indiqué que jusqu'à présent, "la situation épidémiologique demeure calme dans la wilaya et il n'y a que 10 malades seulement à l'hôpital", mettant en garde contre "cette accalmie relative qui peut précéder la tempête", et ce, d'après les expériences précédentes de

l'évolution du virus.

De son côté, le chef de service de la médecine interne à l'établissement hospitalier universitaire (EHS) de Tlemcen, Ali Lounici a indiqué que la situation épidémiologique actuelle "n'est pas préoccupante", mettant en garde contre les changements qui peuvent survenir sur la souche "Omicron" qui peut requérir la consolidation des capacités des hôpitaux en termes de l'insuline dont le dysfonctionnement est causé par le virus, des anticoagulants et de l'oxygène.

Le même spécialiste a également insisté sur "la non-négligence des personnes atteintes de pathologies chroniques, sur la poursuite de leur prise en charge dans les hôpitaux et non dans les structures de proximité" qui ne sont pas en mesure", a-t-il dit, d'assurer leur suivi en raison de l'absence des spécialistes dans ces structures.

Il a également insisté sur l'obligation du pass sanitaire pour certaines catégories sociales, à l'instar des étudiants, avec relance des campagnes de sensibilisation sur le respect des mesures préventives, à l'effet de rappeler les citoyens du danger du virus qui se propage toujours dans le monde, et ce, en vue d'éviter la fermeture des frontières

et le confinement sanitaire qui impacte négativement le pays économiquement et socialement.

A son tour, le chef de service de pneumologie à l'Établissement hospitalier public (EHP) de Rouiba à l'est de la capitale, Abdelbasset Keffi, a relevé les cas qui affluent vers l'hôpital augmenté de jour en jour dans les deux pavillons réservés à cet effet et que l'Administration s'apprête à ouvrir d'autres services en prévision de nouveaux cas dans les tous prochains jours.

Au vu de la situation épidémiologique, le ministère de l'Éducation nationale et après avoir enregistré 20 cas de Covid-19 en milieu scolaire ayant touché les élèves et les personnels au niveau national, a pris la décision de réaménager le calendrier des vacances scolaires d'hiver (désormais du 9 décembre 2021 au 1er janvier 2022) et pour une durée de 21 jours, pour permettre d'intensifier la vaccination des personnels du secteur qui se poursuit jusqu'au 16 décembre, par souci de préserver la santé de tous", selon le directeur des activités culturelles et sportives et de l'action sociale en charge de la santé scolaire au ministère, Abdelouahab Khoualene.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

OMS

Le variant Omicron se propage à un rythme inédit

Aucun variant du virus qui donne le Covid-19 ne s'est jusqu'à présent propagé aussi rapidement qu'Omicron, a indiqué mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui estime que la plupart des pays sont désormais touchés.

"77 pays ont maintenant signalé des cas d'Omicron, mais la réalité est qu'Omicron se trouve probablement dans la plupart des pays même s'il n'a pas encore été détecté.

Omicron se propage à un rythme que nous n'avons jamais vu avec aucun autre variant", a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en conférence de presse.

"Nous sommes préoccupés par le fait que les gens considèrent Omicron comme bénin.

(...) Même si Omicron provoque des maladies moins graves, le nombre de cas pourrait une fois de plus submerger les systèmes de santé qui ne sont pas prépa-



rés", a-t-il ajouté. Le chef de l'OMS a également averti la communauté internationale que les vaccins à eux seuls ne permettront à aucun pays de sortir de cette crise, et a appelé à utiliser l'ensemble

des outils anti-Covid qui existent, comme les masques, l'aération régulière des intérieurs et le respect des gestes barrières.

"Faites tout cela. Faites-le de manière cohérente.

Faites-le bien", a-t-il dit. Tedros Adhanom Ghebreyesus a également fait remarquer que l'apparition d'Omicron a incité certains pays à offrir des doses de rappel pour l'ensemble de leur population adulte, et ce "même si nous manquons de preuves concernant l'efficacité des rappels contre ce variant". Mais l'OMS craint que ces programmes ne contribuent à l'accumulation des vaccins contre le Covid par les pays riches, comme cela a été le cas jusqu'à présent, mettant à mal la vaccination dans les pays pauvres.

"Je vais être très clair: l'OMS n'est pas contre les doses de rappel.

Nous sommes contre l'iniquité vaccinale, a affirmé le Dr Tedros.

Plusieurs pays européens se lancent dans la vaccination des enfants

La ville de Berlin, la Grèce ou encore l'Espagne et la Hongrie débutent mercredi des campagnes de vaccination contre le Covid des enfants de moins de 12 ans, une tranche d'âge parmi les plus exposées aux contaminations actuelles.

La vaccination des 5-11 ans, avec une version du vaccin Pfizer moins forte que celle destinée aux adultes, est possible dans l'Union européenne depuis son autorisation par le régulateur du médicament le 25 novembre.

Le Danemark et l'Autriche ont déjà franchi le pas.

En Allemagne, où les opposants à la vaccination restent mobilisés, plusieurs régions, dont la capitale Berlin et la Bavière, se lancent mercredi.

Chez le pédiatre berlinois Jakob Maske, plusieurs parents ont déjà pris rendez-vous mais beaucoup appellent aussi «pour demander conseil», a-t-il indiqué à l'AFP.

A quelques jours des fêtes de fin d'année et après des semaines d'atermoiements de la commission vaccinale allemande, ces «Lander» ont choisi de préconiser la vaccination des enfants présentant des facteurs de risques ou dont l'entourage présente des comorbidités. Les enfants recevront sur une période de trois à six semaines deux injections de vaccin.

Les grossistes en pharmacie ont reçu environ 2,2 millions de doses réservées

à ce jeune public. Outre la vaccination chez les pédiatres et médecins généralistes, des actions d'envergure sont prévues au zoo de Berlin et au musée d'histoire naturelle, ou encore dans les écoles.

Avec une virulente quatrième vague et des taux d'incidence qui explosent chez les enfants dans certaines localités, la commission vaccinale s'est attirée les critiques pour la lenteur et la fililosité de ses recommandations, émises il y a seulement quelques jours.

Avec une vaccination des enfants, «il y a nettement plus de chances de maintenir le fonctionnement de l'école aussi longtemps que possible», relève le président de l'Association allemande des enseignants, Heinz-Peter Meidinger.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) observe elle-même que les catégories d'âge entre 5 et 14 ans sont actuellement les plus touchées par la pandémie, avec parfois des taux deux à trois fois plus élevés que dans le reste de la population.

La Hongrie va ainsi elle aussi lancer sa campagne pour les 5-11 ans mercredi.

En Grèce, plus de 20.000 parents ont pris rendez-vous pour faire vacciner leur enfant également à partir de mercredi. L'Espagne, une des bonnes élèves de la vaccination en Europe, ouvre elle aussi la campagne d'injections aux 5-11 ans, dans l'espoir de lutter contre la

recrudescence des contaminations chez les jeunes et la transmission du virus en milieu familial.

D'après les autorités, 3,3 millions d'enfants sont susceptibles de bénéficier de la vaccination.

«A l'heure actuelle, les enfants de moins de 12 ans constituent le groupe d'âge avec l'incidence cumulée la plus élevée de cas de Covid-19», rappelle le ministère espagnol de la Santé.

Même s'il y a plus d'indécision que lors de la campagne de vaccination des adultes, 74% des parents comptent faire vacciner leur enfant, selon un sondage.

D'autres pays européens, comme l'Italie, la Pologne, les pays baltes ou encore la Slovaquie, la République tchèque, le Portugal et la Suisse démarrent leur campagne dans les prochains jours.

Hors d'Europe, le Canada et les Etats-Unis ou encore Israël ont aussi autorisé la vaccination des enfants aussi jeunes.

La Chine, le Chili, l'Argentine, le Venezuela et la Colombie vaccinent les enfants à partir de 3 ans, Cuba et le Nicaragua à partir de 2 ans.

En France, seule la vaccination des enfants risquant de développer des formes graves a été approuvée, mais le gouvernement a dit envisager de l'élargir «à tous les enfants» sur la base du volontariat.

SELON LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

La vaccination doit être la priorité absolue du monde pour la nouvelle année

Le président de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), Abdulla Shahid, a déclaré mardi que son principal objectif au cours de la nouvelle année serait de vacciner le monde entier et de parvenir à l'équité vaccinale, afin que le monde puisse revenir au plus vite à la normale.

«Ma priorité absolue sera le vaccin. C'est pourquoi je convoquerai cette réunion de haut niveau le 13 janvier.

C'est pourquoi ma résolution de Nouvel An portera sur le vaccin», a indiqué le président aux journalistes au siège de l'ONU à New York, alors qu'il était interrogé sur ses principales priorités pour l'année à venir.

M. Shahid organisera en janvier un



événement de haut niveau intitulé «Vers la vaccination universelle : de l'espoir à l'action», durant lequel il espère réunir les 193 Etats membres de l'ONU pour adopter une résolution sur les vaccins anti-COVID. «Dans ma vie, au cours des dernières décennies, j'ai pris de nombreuses résolutions de Nouvel An.

Mais cette année, j'en choisirai une plus modeste : vacciner le monde. Je veux que tout le monde se joigne à moi», a souligné M. Shahid. Le président de l'AGNU s'est déclaré confiant à ce sujet.

«La communauté internationale a la capacité de le faire.

Et il est maintenant clair qu'à moins de vacciner tout le monde, il n'y aura pas d'issue (à cette crise)», a-t-il affirmé.

AFRIQUE DU SUD
Le vaccin Pfizer protège à 70% des cas graves d'Omicron selon une étude

Le vaccin à deux doses du laboratoire américain Pfizer est globalement moins efficace contre Omicron mais protège à 70% contre les cas sévères, selon une étude présentée mardi et réalisée en Afrique du Sud, qui a détecté le nouveau variant en novembre.

De nombreuses incertitudes planent sur la nature de cette nouvelle forme de Covid-19.

Selon les premières observations des scientifiques, elle est plus contagieuse mais le nombre inhabituellement élevé de mutations qu'elle présente soulève de nombreuses craintes sur sa capacité à résister aux vaccins.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a prévenu mardi qu'Omicron se propage plus rapidement qu'aucun autre variant donnant le Covid-19 à ce jour, et a été déjà détecté dans 77 pays.

L'étude élaborée par la première assurance maladie privée du pays, Discovery, avec les scientifiques du Conseil sud-africain de la recherche médicale (SAMRC), se base sur les résultats de 78.000 tests PCR obtenus entre le 15 novembre et le 7 décembre.

«La double dose du vaccin Pfizer montre une efficacité de 70% dans la réduction des hospitalisations», a déclaré lors d'une conférence de presse en ligne le président de Discovery, Ryan Noach.

Le vaccin était auparavant efficace à 93% contre les cas sévères.

De manière générale «l'efficacité du vaccin est sensiblement réduite avec un nombre élevé de contaminations brèves chez les personnes vaccinées», a-t-il poursuivi.

L'étude montre une efficacité à 33% contre le risque de contamination, avec un nombre élevé de réinfections, contre 80% contre le précédent variant dominant Delta.

Les malades qui avaient déjà été contaminés par Delta présentent un risque de réinfection de 40%, ceux infectés par le variant Bêta, 60%, selon les résultats.

Mais «la gravité des cas est 25% inférieure à ceux de la première vague de pandémie l'an dernier, a souligné le Dr Cheryl Cohen, de l'Institut national des maladies transmissibles (NICD), qui a participé à l'étude.

La présidente de la SAMRC, organisation publique de recherche médicale, Glenda Gray, a estimé ces résultats «extrêmement encourageants», rappelant que «le vaccin est conçu pour protéger contre les hospitalisations et les décès».

«Malgré des cas moins sévères, les systèmes de santé pourraient être débordés par le volume des contaminations, compte tenu de la propagation rapide d'Omicron», a cependant mis en garde M. Noach.

Ces résultats portant sur les trois premières semaines de la vague marquée par Omicron «doivent être considérées comme préliminaires car ils peuvent changer au cours de cette vague» de pandémie, a-t-il ajouté. L'Afrique du Sud connaît une hausse exponentielle des contaminations depuis l'apparition d'Omicron, à l'origine de 90% des cas.

C'est officiellement le pays africain le plus touché par le virus avec plus de 3,1 millions de cas et plus de 90.000 morts.

Un peu plus d'un quart de la population de 59 millions est complètement vaccinée, bien plus qu'ailleurs en Afrique mais loin derrière le reste du monde.

Le pays administre les vaccins Johnson & Johnson et Pfizer, plus de 20 millions de doses de ce dernier ayant été inoculées à ce jour.

Le gouvernement a récemment annoncé une troisième dose à partir de janvier.

APS

MÉNOPAUSE

LES QUESTIONS QU'ON SE POSE TOUTES

On l'attend avec plus ou moins d'anxiété, on la guette dès que la cinquantaine approche, on l'évoque avec ses amies... rarement avec son conjoint. Réponses aux questions que l'on se pose toutes sur la ménopause.

Il n'y a pas d'âge précis pour la survenue de la ménopause, cela varie selon les femmes. Chez certaines, elle se manifeste à 45 ans, chez d'autres à 55 ans et cela n'a aucun rapport avec l'âge de la puberté. Les médecins constatent tout au plus que, dans quelques familles, les femmes sont ménopausées spontanément beaucoup plus tôt, sans que l'on en connaisse toujours la cause. Il faut alors consulter. En France, l'âge moyen de la ménopause se situe à 51 ans, un âge qui reste stable et n'évolue pas avec l'allongement de l'espérance de vie.

Peut-on savoir si elle sera difficile ?

Il n'y a guère d'indices. "La ménopause des villes est souvent plus délicate que la ménopause des champs", constate le Dr Jamin qui soupçonne que le stress jouerait un rôle. "Les femmes ayant souffert d'une dépression du post-partum ou qui ont des troubles de l'humeur au moment des règles sont plus susceptibles de mal vivre cette période", estime de son côté la Pr Mounier-Véhier, cardiologue. De façon générale, l'état de santé dans lequel vous abordez cette étape est important : si vous avez pris soin de vous (alimentation, sport, hygiène de vie, gestion des émotions), la ménopause se passera d'autant mieux.

Peut-retarder la ménopause ?

Impossible de repousser l'échéance. Chaque fillelette naît avec un stock de 1 à 2 millions de follicules ovariens, soit des cavités remplies de liquide qui contiennent chacune un ovocyte. Chaque cycle, plus de 600 follicules entrent en croissance, mais un seul arrive à maturité et ovule, les autres disparaissant dans le tissu ovarien. Lorsque ce capital est épuisé, c'est la ménopause. Mais, même si la ménopause est programmée génétiquement, certains facteurs comme le tabagisme avancent d'un à deux ans sa survenue.

Plusieurs mois sans règles, c'est le signe qu'on est ménopausée ?

Oui, à condition de ne plus en avoir depuis au moins un an de façon continue. La ménopause correspond à la disparition de l'œstrogène, une hormone jusque-là produite par les ovaires. Avec pour conséquence des troubles plus ou moins importants, dominés au début par les sueurs nocturnes et les bouffées de chaleur. La sécheresse cutanée et vaginale, les



douleurs ostéo-articulaires, la déminéralisation osseuse, tous ces symptômes se manifestent plus progressivement.

Quand on est sous pilule en continu, comment savoir si on est ménopausée ?

Pour cela, il n'y a qu'une solution : arrêter de prendre la pilule et observer ce qui se passe. Si les règles reviennent, c'est que ce n'est pas encore le moment. Sinon, au bout de quelques mois sans règles, le médecin peut demander un dosage hormonal de façon à confirmer la ménopause. Si le dosage de FSH (hormone folliculo-stimulante) est élevé (supérieur à 20 UI/L), la femme est biologiquement ménopausée et peut donc arrêter sa contraception.

Dans le cas contraire, il est préférable de continuer d'utiliser un moyen contraceptif, et ce tant qu'un dosage hormonal n'est pas venu confirmer la ménopause. Toutefois, la fertilité d'une femme de plus de 45 ans est souvent

très faible. Et après 50 ans, la probabilité d'être enceinte est de 1/1 000.

Une fois ménopausée, plus besoin de contraception ?

Lorsque la ménopause est confirmée, plus de risque d'être enceinte. Il est donc tout à fait possible d'arrêter sa contraception. Attention toutefois, cela ne signifie pas qu'on est protégée des infections et maladies sexuellement transmissibles. Ainsi, 28 % des personnes de plus de 50 ans qui ont découvert leur séropositivité en 2016 avaient été infectées récemment. En cas de nouveau partenaire, il faut donc utiliser un préservatif tant que l'on n'a pas les résultats d'un dépistage sanguin (VIH, hépatites B et C, syphilis, chlamydia). Pour être fiable, celui-ci doit être effectué au moins trois mois après la première relation sexuelle avec ce nouveau partenaire et à condition de ne pas avoir eu d'autres partenaires entre-temps.

Si je n'ai pas de symptômes, faut-il consulter ?

Si toutes les femmes passent par la case ménopause, le vécu de cette dernière est très différent d'une à l'autre. La grande majorité souffrira de bouffées de chaleur, plus ou moins intenses, qui dureront plusieurs années, 40 % de douleurs articulaires, 1 femme sur 3 de sécheresse intime.

En revanche, une étude récente estime que 28 % n'éprouveront aucun signe. Ce n'est pas une raison pour négliger la prévention des risques à long terme associés à la ménopause.

"Il faut faire un bilan métabolique complet, notamment pour évaluer le risque cardio-vasculaire et le risque osseux", insiste le Dr Jamin.

Peut-on commencer un traitement dès la pré-ménopause ?

"Les femmes ont souvent beaucoup de symptômes dans les mois qui précèdent la ménopause", précise le Dr Christian Jamin, gynécologue et endocrinologue. C'est aussi la période pendant laquelle les dégâts osseux débutent. Certains praticiens choisissent donc d'entamer une supplémentation hormonale dès la pré-ménopause. "C'est un peu compliqué, concède le Dr Jamin, car les sécrétions hormonales ne s'arrêtent pas d'un coup. Elles cessent, elles repartent..."

Le traitement est "à la carte" Lorsque la femme ressent des signes de carence œstrogénique (par exemple des bouffées de chaleur), elle prend son traitement. Si elle a des tensions dans les seins, qu'elle saigne ou gonfle, cela veut dire qu'il y a une sécrétion endogène d'œstrogènes à repris... elle arrête alors le traitement.

A qui s'adresser ?

En dehors du centre de la Pr Trémolières, à Toulouse, et de quelques consultations dédiées comme la consultation cardio-gynécologique mise en place par la Pr Mounier-Véhier ou celle de la Pr Gompel, il existe peu de lieux s'adressant spécifiquement aux femmes à cette période charnière de la vie. Néanmoins, tout gynécologue est théoriquement en mesure d'accompagner et de diriger ses patientes, les cas échéant, vers d'autres spécialistes (rhumatologue, cardiologue, urologue...) pour un bilan plus approfondi.

COMMENT DIMINUER LES INCONFORTS ?

Bouffées de chaleur, sueurs nocturnes, troubles du sommeil, troubles de l'humeur... La ménopause s'accompagne d'inconforts souvent gênants. Le complément alimentaire Ménopause de LMP Santé aide à lutter contre ces désagréments. Il participe au Prix Top Santé dans la catégorie Complément Alimentaire Bien-être ». La ménopause est une étape inévitable dans la vie d'une femme. Cette période se traduit par la diminution des hormones féminines induisant l'arrêt de l'ovulation. Ce bouleversement hormonal entraîne chez la plupart des femmes des inconforts, plus ou moins intenses et plus ou moins durables.

Le laboratoire MP Santé propose un complément alimentaire spécifiquement adapté à cette période : la Ménopause à base de poudre de plantes et de vitamine.

DEN ACTIFS NATURELS SANS CONTRE-INDICATION !

Formulé à base d'ingrédients naturels, le complément alimentaire Ménopause combine plusieurs actions bien-être. Sa formule naturelle contient de la sauge, du pollen, de l'eschscholtzia et de la vitamine B6.

La sauge aide à réduire les sueurs nocturnes. Le pollen contribue à diminuer les inconforts



tels que les bouffées de chaleurs. L'eschscholtzia favorise la relaxation et améliore la qualité du sommeil. Enfin, la vitamine B6 contribue à réguler l'activité hormonale et à réduire la fatigue. Attant de bienfaits pour seulement 2 gélules par jour. Ce complément alimentaire est formulé par le Laboratoire MP Santé qui, depuis plus de 40 ans, vous propose des réponses complètes, naturelles et adaptées à vos tracés quotidiens. Sans contre-indication, cette cure est une solution simple et efficace pour toutes les femmes qui souhaitent retrouver confort et bien-être pendant la ménopause !

OPÉRATIONS MILITAIRES RDC-UGANDA Nouveaux tirs d'armes lourdes

De nouvelles détonations d'armes lourdes ont été entendues mardi dans la région de Beni, dans l'Est de la République démocratique du Congo, où l'armée ougandaise a pilonné il y a deux semaines des fiefs supposés des rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF).

«Trois positions ennemies supplémentaires ont été ciblées par des frappes aériennes et d'artillerie. Les forces terrestres engagent également l'ennemi dans la même zone» de Beni, a écrit sur twitter le général de brigade Flavia Byekwaso, porte-parole de l'armée ougandaise, l'UPDF (Uganda people defense force).

«Que la population de Beni ne panique pas à cause des détonations d'armes lourdes parce que nos troupes au sol seront en contact avec l'ennemi qui a longtemps cherché la guerre.

Nous répondons donc présents avec nos alliés de l'UPDF (Uganda people defense force), a déclaré le capitaine Antony Mualushayi, porte-parole de l'armée congolaise à Beni.

«C'est aux environs de 05h30 (03h30 GMT) que nous avons entendu des détonations des bombes tirées à partir de l'Ouganda», a déclaré Tony Kitambala, journaliste basé dans la localité de Kamango (Nord-Kivu) près de la frontière avec l'Ouganda.

«Ces tirs se sont passés exactement comme ceux du 30 novembre qui ont marqué le début des opérations de l'armée ougandaise sur le sol congolais. Depuis 07h00 (05h00 GMT) les tirs ont cessé», a-t-il expliqué.

Des rebelles ADF ont érigé leurs bases dans cette zone située à l'est de la route nationale N4, aux confins des provinces de l'Ituri (nord-est) et du Nord-Kivu (est), où ils occupent plusieurs villages près du parc national des Virunga, notamment Mulango, Tondoli, Ibanda Semuliki et Batonga, selon des déplacés et la société civile locale.

«Le plus grand bastion des terroristes ADF situé à Batonga est en cours de destruction par les forces de la coalition FARDC (Forces armées de la RDC)- UPDF», s'est réjoui le député national Crispin Mbindule, natif de cette zone.

Le 30 novembre, des positions ADF dans le parc de Virunga avaient été pilonnées par l'armée ougandaise en accord avec les autorités congolaises.

Des forces terrestres ougandaises sont ensuite entrées en territoire congolais. Les ADF sont accusés par Kampala d'être responsables de récents attentats sur son sol revendiqués par l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique (EI/Daech), qui présente ce groupe comme sa province en Afrique centrale (ISCAP). Implantés depuis 1995 dans l'Est de la RDC, près de la frontière ougandaise, les ADF y sont considérés comme le plus meurtrier des groupes armés sévissant dans l'Est, responsables du massacre de milliers de civils.

TUNISIE Washington salue le calendrier électoral établi par le président Saïed

Les Etats-Unis ont salué mardi l'annonce du président tunisien Kais Saïed d'un nouveau scrutin législatif pour décembre 2022, malgré sa décision fortement décriée par l'opposition de prolonger d'un an le gel du Parlement.

«Nous accueillons favorablement l'annonce du président Saïed d'un calendrier prévoyant une voie vers la réforme politique et des élections parlementaires», a affirmé le porte-parole du département d'Etat Ned Price dans un communiqué.

«Nous espérons un processus de réforme qui sera transparent et inclusif de la diversité des voix politiques et de la société civile», a également affirmé M. Price.

APS

CONGRÈS DE L'UGTSARIO L'accent mis sur le rôle des travailleurs dans le processus de libération et d'édification

Les participants au 9ème congrès de l'Union générale des travailleurs sahraouis (UGTSARIO), clôturé mardi soir au camp de Dakhla des réfugiés sahraouis, ont mis l'accent sur l'importance du rôle des travailleurs sahraouis dans le processus de libération et d'édification.

Dans une allocution de clôture des travaux du congrès, le responsable du secrétariat politique du front Polisario, Khatri Eddouh, a affirmé que «les sahraouis, notamment la catégorie des travailleurs, sont appelés, en cette conjoncture, à fédérer leurs efforts pour concrétiser les objectifs du peuple sahraoui, à savoir la liberté et l'indépendance».

M. Eddouh a relevé «l'esprit responsable et les débats constructifs ayant empreint les travaux de ce congrès, qui se sont traduits par des études approfondies par les commissions chargées des statuts et du plan d'action

national sahraoui», félicitant les congressistes pour «la réussite de ces assises».

Le même responsable a appelé la nouvelle direction élue au travail avec les composantes du secrétariat politique du Polisario, notamment en cette conjoncture particulière marquée par une reprise de la lutte armée, mais aussi à la poursuite de l'action militante, des sacrifices et du dévouement pour le bien du peuple sahraoui et la concrétisation des objectifs légitimes, à savoir l'indépendance totale.

La résolution finale du congrès a comporté notamment «un appel aux orga-



nisations travaillistes de par le monde à se solidariser avec le peuple sahraoui et à le soutenir dans son combat légitime pour la liberté, l'autodétermination, la justice et le rejet de l'oppression, des idéaux de l'humanité».

Les congressistes ont mis en exergue, dans leurs recommandations, l'importance du soutien et du renforcement des rangs de l'Ar-

mée de libération sahraouie, de l'appui aux institutions de l'Etat sahraoui, et de l'attachement à l'Unité nationale sous la bannière du Front Polisario.

Plus de 400 délégués de travailleurs sahraouis, de représentants syndicaux de délégations étrangères solidaires avec la cause sahraouie, de parlementaires et de parties concernées par les question de libération, ont pris part à ce congrès qui porte le nom du Chahid Zine Mebirik Ali Fal, et qui est placé sous le signe de «Sacrifice te fidélité pour parachever la libération et l'édification».

SAHARA OCCIDENTAL La Russie appelle à la reprise des négociations entre le Maroc et le Polisario

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a appelé mercredi à la reprise sans délai des négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc en vue parvenir à un règlement du conflit au Sahara occidental, réitérant «le refus de la Russie de toute démarche individuelle allant dans ce sens».

«Il faut que les négociations reprennent le plus vite possible entre le

Maroc et le Front Polisario (...) Les négociations doivent débiter pour aider à élaborer des solutions consensuelles qui satisferont les intérêts des deux parties», a déclaré M. Lavrov dans un entretien à la chaîne égyptienne TeN.

Le chef de la diplomatie russe a souligné que «la crise au Sahara occidental doit être réglée comme toute autre crise sur la base des décisions

du Conseil de sécurité», qui appellent «au dialogue direct entre le Maroc et le Front Polisario». Exprimant, par ailleurs, son inquiétude face à l'escalade au Sahara Occidental après la rupture du cessez-le-feu en vigueur depuis 30 ans, et qui expose toute la région à l'instabilité, Lavrov a appelé «le Maroc et le Polisario à consentir plus d'efforts pour ressusciter l'espoir d'une solution».

ONU La Tanzanienne Msuya nommée sous-secrétaire générale aux affaires humanitaires

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a nommé mardi la Tanzanienne Joyce Msuya, au poste de sous-secrétaire générale aux affaires humanitaires et coordonnatrice adjointe des secours d'urgence au Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Mme Msuya succède à l'Allemande Ursula Mueller à laquelle M. Guterres a exprimé «sa profonde gratitude» pour son leadership

et ses services dévoués au cours de son mandat.

Depuis 2018, Mme Msuya était sous-secrétaire générale et directrice exécutive adjointe du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) à Nairobi.

Elle a assuré la direction administrative de 18 secrétariats d'accords multilatéraux sur l'environnement, y compris des conventions concernant les mers régionales.

Entre 2018 et 2019, Mme Msuya a occupé le poste de directrice exécutive par intérim du PNUE, au niveau de sous-secrétaire générale, conduisant l'organisation vers la stabilité, dirigeant la quatrième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement et mobilisant des ressources pour soutenir sa mission.

Elle apporte à ce poste plus de 20 ans d'expérience dans les domaines de développement international

et de la finance, couvrant la stratégie, les opérations et les partenariats, avec diverses missions en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

La nouvelle responsable onusienne a également occupé plusieurs postes de direction au sein du Groupe de la Banque mondiale, et dirigé la stratégie et les opérations de la Société financière internationale (SFI) en Amérique latine et en Afrique.

MALI-FRANCE Les soldats français rétrocedent le camp de Tombouctou à l'armée malienne

La force antiterroriste française Barkhane a rendu mardi le camp de Tombouctou à l'armée malienne après presque neuf ans de présence ininterrompue dans cette emprise du nord du Mali, selon des correspondants de presse.

Le drapeau français a été ramené et le drapeau malien hissé à sa place sur la base, devant un petit comité de soldats français et maliens et d'autorités locales et onusiennes.

Le général français Etienne du Peyroux, chef de l'opération Barkhane au Mali, a échangé une franche poignée de mains avec le nouveau commandant malien du camp. Il lui a symbo-

liquement offert une large clé en bois, sous le vol à basse altitude d'un avion militaire français. Environ 150 soldats français restaient présents à Tombouctou depuis un début de retrait français en avril 2013.

«Pour nous, c'est une page qui se tourne. Mais la mission continue. Mes soldats et moi allons continuer notre mission au Mali», a déclaré à la presse le capitaine Florian, qui commandait la base avant la passation.

La France «sera présente autrement», a affirmé le général du Peyroux, ajoutant que «c'est finalement le but de l'opération Barkhane: de permettre au Mali de prendre son destin en main

(...) mais toujours avec du partenariat».

Le nouveau commandant malien n'a pas pris la parole. Le départ définitif des soldats français représente un tournant. Après Kidal et Tessalit, Barkhane achève son désengagement d'une partie du nord du Mali, conformément à la réorganisation du dispositif annoncée en juin, qui va de pair avec une réduction graduelle des effectifs au Sahel.

C'est aussi à Tombouctou, cité sainte de l'islam inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, que le président François Hollande avait officialisé le début de l'intervention française le 2 février 2013.

PALESTINE-ENTITÉ SIONISTE 2021 est l'année la plus meurtrière pour les enfants palestiniens depuis 2014

L'année 2021 est la plus meurtrière jamais enregistrée pour les enfants palestiniens depuis 2014, selon Defense for Children International.

Au total, 76 enfants palestiniens ont été tués, dont 61 dans la bande de Gaza et 15 en Cisjordanie, y compris à El Qods-Est, faisant de 2021 l'année la plus meurtrière jamais enregistrée pour les enfants palestiniens depuis 2014, selon la documentation recueillie par Defense for Children International - Palestine (DCIP).

Pas moins de 17 enfants palestiniens ont été tués à balles réelles et neuf autres ont été tués dans le cadre de manifestations alors qu'ils ne présentaient pas de menace directe de mort ou de blessure grave au moment de l'agression, selon les enquêtes menées par DCIP.

Plus récemment, Mohammad Nidal Younis Mousa, 15 ans, a succombé à ses blessures le 6 décembre, quelques heures après qu'un agent de sécurité israélien lui ait tiré dessus, selon le DCIP.

Les enquêtes et les preuves recueillies par le DCIP suggèrent régulièrement que les forces israéliennes utilisent la force meurtrière contre des enfants palestiniens dans des circonstances qui peuvent être assimilées à «des exécutions extrajudiciaires ou vo-



lontaires». Les forces israéliennes ont tué 60 enfants palestiniens lors de l'agression israélienne contre la bande de Gaza en mai 2021, selon la source.

Au cours de cette agression de 11 jours, les forces israéliennes ont tué des enfants palestiniens en utilisant des obus tirés par des chars, des balles réelles et des missiles largués par des drones armés, des avions de guerre et des hélicoptères.

«Les avions de guerre et les drones armés israéliens

ont bombardé des zones civiles densément peuplées, tuant des enfants palestiniens qui dormaient dans leur lit, jouaient dans leur quartier, faisaient leurs courses dans les magasins proches de chez eux et célébraient l'Aïd Al-Fitr avec leur famille», a déclaré Ayed Abu Eqtaish, directeur du programme de responsabilité au DCIP.

Le pic le plus récent de meurtres d'enfants s'est produit en 2018, lorsque les forces israéliennes et les colons ont tué des enfants palestiniens

à un rythme moyen dépassant un enfant par semaine.

Cette année-là, 57 enfants palestiniens ont été tués par les forces israéliennes et les colons. La majorité de ces meurtres ont eu lieu pendant les manifestations de la Marche du retour dans la bande de Gaza.

Depuis 2000, 2.198 enfants palestiniens ont été tués en raison de la présence de l'armée et des colons israéliens dans le territoire palestinien occupé, selon la documentation du DCIP.

SYRIE

L'aide humanitaire transfrontalière toujours indispensable, selon le chef de l'ONU

L'aide humanitaire transfrontalière à la population syrienne, sans aval de Damas, reste indispensable, estime le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans un rapport mardi au Conseil de sécurité qui reconnaît des progrès pour celle qui est acheminée à travers les lignes de front en Syrie.

«A ce stade, des convois via les lignes de front, même déployés sur une base régulière, ne pourraient pas atteindre le niveau d'aide réalisé par l'opération transfrontalière» au point de passage de Bab al-Hawa entre la Syrie et la Turquie, indique-t-il dans ce document confidentiel.

«L'assistance transfrontalière reste vitale pour des millions de personnes dans le besoin dans le nord-ouest de la Syrie» autour d'Idlib, insiste le chef de l'ONU.

L'autorisation onusienne permettant à l'aide internationale de franchir la frontière syrienne sans feu vert de Damas ne fait pas l'unanimité. La Russie s'y op-

pose, invoquant la souveraineté de la Syrie. L'Occident veut son maintien pour des raisons humanitaires.

En juillet, le Conseil de sécurité avait adopté difficilement, après une saisie du dossier par les présidents américain Joe Biden et russe Vladimir Poutine, une résolution prolongeant de 6 mois renouvelables l'autorisation d'utiliser le point de passage Bab al-Hawa.

Ce rare moment d'unité sur la Syrie avait cependant donné lieu à des interprétations différentes du texte.

Pour les Etats-Unis et l'Europe, le renouvellement après six mois - soit le 10 janvier - pour six mois supplémentaires, est automatique, sans besoin d'un nouveau vote.

Pour la Russie, la prolongation est conditionnée au rapport remis mardi par Antonio Guterres avec à la clé un possible nouveau vote.

Dans son document, le chef de l'ONU évoque un projet onusien pour des opérations humanitaires à travers les lignes

de front afin d'atteindre la région d'Idlib qui échappe encore au contrôle de Damas.

«S'il est mis en oeuvre, ce plan rendra les opérations à travers les lignes de front plus prévisibles et plus efficaces», note Antonio Guterres.

Alors que la région d'Idlib est toujours soumise à la violence, avec «frappes aériennes, bombardements», «quelque 4,5 millions de personnes en Syrie ont besoin d'une assistance cet hiver, en augmentation de 12% par rapport à l'année précédente», à cause aussi de la crise économique et de la pandémie de Covid-19, indique son rapport.

En Syrie, seulement 2,9% de la population est pleinement vaccinée, précise-t-il.

Créé en 2014, le mécanisme transfrontalier de l'ONU ne fonctionne plus depuis 2020 que par le point de passage de Bab al-Hawa, après la suppression en 2019 imposée par la Russie de trois autres points d'accès en Syrie.

NUCLÉAIRE

L'Iran appelle les Etats-Unis et l'UE à un respect intégral du PAGC

Les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) doivent respecter intégralement l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien, officiellement connu sous le nom de Plan d'action global conjoint (PAGC), a exhorté mardi le représentant permanent de l'Iran auprès des Nations unies, Madjid Takht-Ravanchi.

«Il est désormais temps pour les Etats-Unis et l'UE d'assumer leurs responsabilités et d'en revenir à un respect intégral du PAGC. La balle est dans leur camp. Nous espérons qu'ils sauront saisir cette opportunité», a-t-il dit. M. Takht-Ravanchi s'exprimait à l'issue de la réunion semestrielle du Conseil de sécurité sur le PAGC et la résolution 2231, laquelle a avalisé cet accord le 20 juillet 2015.

A cette occasion, «nous avons entendu des messages de soutien forts envers le rétablissement du PAGC», a dit le diplomate iranien qui a ainsi tenu à «rafraîchir les mémoires» sur la situation actuelle : «La vérité, c'est que ce sont les Etats-Unis qui se sont retirés illégalement du PAGC et réimposé des sanctions».

«La seule solution, c'est un engagement de toutes les parties envers une mise en oeuvre complète, efficace et vérifiable du PAGC, ni plus, ni moins», a-t-il dit en souhaitant que l'Iran reçoive la garantie que toutes les sanctions seront levées et que les Etats-Unis ne dénonceront pas à nouveau cet accord. Evoquant les pourparlers de Vienne sur la relance du PAGC, M. Takht-Ravanchi a indiqué que les négociateurs iraniens étaient «sérieux et bien préparés» à s'engager de manière constructive, espérant une attitude réciproque. «Se lancer dans le jeu des reproches ou montrer une impatience factice n'est pas constructif», a-t-il conclu.

UKRAINE

L'ONU dénonce les atteintes aux droits humains

Le Haut-commissariat de l'ONU aux droits de l'homme a dénoncé mercredi les atteintes aux droits humains dans l'ensemble de l'Ukraine, selon des médias.

Dans la partie contrôlée par le gouvernement ukrainien, «nous nous inquiétons des restrictions imposées à la liberté d'expression d'opinions critiques ou impopulaires et à la participation à des rassemblements pacifiques sur des sujets sensibles, tout comme de la sécurité des défenseurs des droits humains», a déclaré la Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme, Nada Al-Nashif, devant le Conseil des droits de l'homme, lors de la présentation d'un rapport sur l'Ukraine portant sur la période du 1er novembre 2019 au 31 octobre 2021. Les services du Haut-Commissariat ont ainsi des preuves sur 29 incidents visant des journalistes, des professionnels des médias et des critiques du gouvernement. Ils ont aussi répertorié 14 incidents (attaques, menaces et intimidations) contre des défenseurs des droits humains et des droits de la femme.

Ces défenseurs des droits ont été les principaux cibles de groupes qui font la promotion de la violence «en général en toute impunité».

APS

MALAISIE-USA-BIRMANIE

Washington veut renforcer la «pression» sur la junte birmane

Les Etats-Unis veulent trouver de nouveaux moyens pour renforcer la «pression» sur la junte birmane car la situation ne fait que «s'aggraver» depuis le coup d'Etat militaire, malgré les sanctions déjà imposées, a déclaré mercredi le chef de la diplomatie américaine. «Dix mois ont passé depuis le coup d'Etat militaire, et la crise ne fait que s'aggraver», a re-

connu Antony Blinken lors d'une conférence de presse à Kuala Lumpur, en réponse à une question sur l'apparente insuffisance des sanctions américaines. «Il sera très important, dans les semaines et mois à venir, de rechercher des mesures et actes supplémentaires que nous pouvons prendre, individuellement, collectivement, pour faire pression sur le ré-

gime afin que le pays retrouve une trajectoire démocratique», a-t-il ajouté, sans préciser la nature d'éventuelles nouvelles sanctions. Le secrétaire d'Etat, en tournée régionale, a appelé à la «mise en oeuvre» du «consensus en cinq points», c'est-à-dire la feuille de route élaborée en avril par l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Asean), dont la Birmanie est

membre, pour contribuer à rétablir le dialogue et faciliter l'arrivée de l'aide humanitaire dans le pays en crise. Antony Blinken a aussi affirmé que les Etats-Unis étaient en train d'étudier «très activement en ce moment même» la nature des crimes reprochés aux militaires contre les musulmans rohingyas en Birmanie, pour déterminer «s'ils constituent un génocide».

SOUK AHRAS

Ouverture d'une chaire scientifique de l'ALECSO à l'université «Mohamed Cherif Messaadia»

Une chaire scientifique affiliée à l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) a été ouverte, mardi, à l'université Mohamed Cherif Messaâdia de Souk Ahras, consacrée aux études des sociétés arabes dans le domaine de l'éducation, de la culture et de la société.

«La création de cette chaire scientifique sous les auspices de l'ALECSO constitue une preuve des efforts intenses visant à renforcer une action arabe commune et une coopération constructive, en particulier dans le domaine de la recherche scientifique» a précisé l'inspectrice de wilaya, Ibtissem Naili, lors de la cérémonie d'installation de cette chaire, tenue dans la bibliothèque de l'université, en présence du directeur de la chaire ALECSO, Pr. Fawzi Bendridi, de la faculté des sciences sociales et humaines de cet établissement universitaire, de trois autres membres de la chaire et du recteur de l'université. Mme Naili a ajouté que la chaire scientifique dont a bénéficié l'université de Souk Ahras constitue «une fierté pour la wilaya», car, elle représente «une opportunité précieuse pour renforcer sa croissance et son développement par l'échange d'expériences et de connaissances, notamment dans le domaine d'études sur les sociétés arabes et la mise en place de réseaux de coopération scientifique avec les établissements arabes d'enseignement supérieur dans un cadre participatif et interactif».

De son côté, le recteur de l'université de Souk Ahras, Mahmoud Boufaïda, a indiqué dans son allocution, que cette



chaire est un acquis d'autant plus qu'elle revêt une dimension arabe et internationale, ce qui contribuera à faire connaître les potentialités scientifiques et humaines de l'université.

Il a ajouté que la création de cette chaire s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant

l'ouverture internationale des universités et des centres de recherche, ce qui profitera à l'université à travers des partenariats institutionnels et scientifiques.

Selon le Pr. Bendridi, les objectifs de la chaire sont principalement, la réalisation d'études sur les sociétés arabes dans le domaine de l'éducation, de la culture et de la société, ainsi que l'élaboration de rapports périodiques dans le domaine de spécialisation de la chaire et l'organisation de séminaires, conférences et ateliers sur les sociétés arabes et la conclusion de coopération entre

les entreprises et les centres scientifiques algériens, arabes et internationaux dans le domaine de l'étude des sociétés arabes.

Aussi, l'un des objectifs de cette démarche est de contribuer à la mise à niveau des capacités d'expertise des spécialistes et des chercheurs dans le domaine de l'étude des sociétés arabes.

Il a également relevé que cette chaire scientifique puise son importance de la mise en place d'études comparatives des sociétés arabes et de l'approfondissement de la compréhension de la société algérienne en la reliant au contexte arabe.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Travaux Publics
Direction des Travaux Publics Wilaya d'Ilizi

Mise en demeure n°01

Dans le cadre de l'opération : Modernisation de RN n°03 entre Ilizi et Djanet sur de 202 km, inscrit sous le N° : SF 5,521.3.262.133.07.01

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Ilizi adresse une mise en demeure n°01 aux entreprises dont les noms figurent dans le tableau ci-dessous pour déposer la situation du remboursement de la retenue de garantie (5%) dans un délai maximum de huit (08) jours, à partir de la première date de publication de l'avis dans les quotidiens nationaux, et en cas de non-respect, la clôture de l'opération sera prononcée et n'acceptera aucune réclamation.

ENTREPRISE	LOT N°	N° Convention	Montant de Situation (DA)
RIKANNÉ ABESA	Lot N° 04/100	16/2015	145 411.58
BOUGHARARI OUTHMEN	Lot N° 57/100	68/2015	0.01
KHAOUTTI AISSA	Lot N° 73/100	84/2015	0.01
BELKHIR IBRAHIM	Lot N° 83/100	94/2015	198 660.84
CHAFAROU MOHAMMED	Lot N° 93/100	104/2015	245 084.30
SIDI MED BEN EL-KHIR	Lot N° 96/100	107/2015	153 255.03
TAHMIR IBRAHIM	Lot N° 98/100	109/2015	124 522.21
AMOUMMEN MOHAMMED	Lot N° 99/100	110/2015	143 012.46
KOUSSA AZZEEDDINNE	Lot N° 100/100	111/2015	143 807.47
KAMOUM AK EL-CHARIF	Lot N° 11/13	19/2017	78 698.00

PATRIMOINE

L'Unesco approuve plusieurs demandes d'inscription au Patrimoine immatériel de l'humanité

Le comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a approuvé mardi plusieurs demandes d'inscription sur la Liste représentative du patrimoine immatériel de l'humanité, a annoncé l'Unesco.

Le comité, réuni en ligne depuis lundi, a inscrit la rumba congolaise, dossier présenté par le Congo-Kinshasa et le Congo-Brazzaville, les valeurs, connaissances, coutumes et pratiques du peuple Awajun (Pérou) liées à la poterie et l'art en plus de la pratique traditionnelle et de vol de faucons.

La candidature de cette dernière, pratiquée depuis plus de 4.000 ans, est soumise au nom de plusieurs pays dont les Emirats arabes unis, l'Autriche et l'Arabie Saoudite.

Le Pasillo, un type de musique et de danse qui a émergé en Equateur au 19ème siècle pendant les guerres d'indépendance de l'Amérique du Sud, a également intégré la Liste représentative

du patrimoine immatériel de l'humanité.

Auparavant, le comité du patrimoine immatériel a intégré mardi la calligraphie arabe à son patrimoine immatériel, un statut permettant de préserver cette très ancienne pratique artistique largement répandue dans le monde arabo-musulman. Le dossier présenté à l'Organisation de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), a été défendu par seize pays, dont l'Algérie, l'Arabie Saoudite, Bahreïn et l'Egypte.

Réuni du 13 au 18 décembre, le Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel examinera 45 nouvelles demandes d'inscription sur la Liste représentative du patrimoine immatériel de l'humanité et 5 sur la Liste du patrimoine nécessitant une sauvegarde urgente. Le comité examinera également 5 propositions d'inscription au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde.

MUSIQUE

L'Orchestre féminin «Ahabab Cheikh Sadek El Bedjaoui» en concert à Bruxelles

L'Orchestre féminin de l'association «Ahabab Cheikh Sadek El Bedjaoui» donnera un concert jeudi à Bruxelles dans le cadre du Festival «Le mois des femmes qui montent la voix» qui se poursuit jusqu'au 16 décembre, indiquent les organisateurs.

Pour cette première prestation publique, les musiciennes de l'orchestre «Ahabab Cheikh Sadek El Bedjaoui, du nom du compositeur algérien, un des maîtres de la musique

traditionnelle andalouse, puiseront notamment dans le répertoire de Sadek El Bédjaoui, de son vrai nom Sadek Bouyahia, en plus du répertoire de la musique moderne algérienne.

Un hommage à Idir, icône de la musique kabyle, disparue en mai 2020, sera rendu à cette occasion.

Créé en 2008, l'Orchestre féminin «Cheikh Sadek El Bedjaoui», compte 16 membres dont des étu-

diantes en musicologie aux cotés de cinq musiciennes françaises.

Depuis 2018, l'Orchestre parcourt les deux rives de la Méditerranée pour promouvoir la musique andalouse.

Ouvert début décembre, «Le mois des femmes qui montent la voix» est un espace musical dédié à la femme maghrébine, représentée dans sa diversité, sa complexité et sa richesse.

INTERNET

Le futur réseau social de Trump passe un accord avec la plateforme de vidéos

L'entreprise devant donner naissance au futur réseau social de l'ex-président américain Donald Trump a annoncé mardi avoir passé un partenariat avec la plateforme canadienne de diffusion de vidéos Rumble, populaire chez les conservateurs.

L'accord prévoit que Rumble fournisse les technologies nécessaires à la diffusion de vidéos et de contenus en streaming sur «Truth Social», une plateforme présentée par l'ex-président comme une alternative à Facebook, Twitter et YouTube, dont il est banni pour avoir incité ses partisans à la violence avant l'assaut du Capitole, le 6 janvier.

La maison mère de «Truth Social», Trump Media & Technology Group (TMTG), a par ailleurs entamé des négociations exclusives avec Rumble pour que la société canadienne lui fournisse les infrastructures

pour un produit de vidéos à la demande par abonnement baptisé TMTG+.

«Dans le cadre de notre mission, TMTG continue de nouer des partenariats avec des fournisseurs de services qui ne discriminent pas selon l'idéologie politique», a commenté Donald Trump, cité dans le communiqué. Une version beta de «Truth Social», uniquement accessible aux personnes invitées, a déjà été lancée en utilisant le service de cloud (informatique à distance) de Rumble, a-t-il affirmé.

Le réseau doit théoriquement être lancé au premier trimestre

2022. Lancée en 2013, Rumble a gagné en popularité ces deux dernières années à la faveur de nombreuses personnalités conservatrices critiquant la censure dont elles se disent victimes sur les principaux réseaux sociaux.

«Nous nous donnons comme mission de protéger un internet libre et ouvert», assure son fondateur et directeur général, Chris Pavlovski, sur le site.

Rumble affirme être passé de 1,6 millions d'utilisateurs actifs mensuels au troisième trimestre 2020 à 36 millions en moyenne sur la même période en 2021.



ALLEMAGNE

Le recours aux robots industriels s'accélère à travers le monde, selon un rapport

L'utilisation de robots dans les industries manufacturières du monde entier «s'accélère à un rythme élevé», a déclaré mardi la Fédération internationale de robotique (IFR), soulignant que la densité moyenne de robots avait presque doublé au cours des cinq dernières années, et atteignait 126 unités pour 10.000 employés en 2020.

C'est dans la région Asie/Australie que cette densité est la plus élevée, avec 134 unités pour 10.000 employés.

Cette région est suivie par l'Europe avec 123 unités, et les Amériques avec 111 unités, selon le «Rapport mondial sur

les robots 2021» publié par l'IFR. «La concentration moyenne des robots est le baromètre qui permet de suivre le degré d'adoption de l'automatisation dans l'industrie manufacturière mondiale», a indiqué Milton Guerry, président de l'IFR.

La Corée du Sud a la densité de robots la plus élevée au monde depuis 2010.

Avec 932 unités pour 10.000 employés, elle dépasse sept fois la moyenne mondiale, selon le rapport.

«Avec une industrie électronique mondiale reconnue et une industrie automobile affirmée, l'économie sud-coréenne s'appuie sur les deux domaines

qui comptent le plus de robots industriels», a indiqué le rapport.

Depuis 2015, la densité des robots dans le pays a ainsi augmenté de 10 % par an.

«L'augmentation de la densité de robots en Chine est la plus dynamique au monde», a ajouté le rapport.

Cette densité est en effet passée de 49 unités en 2015 à 246 en 2020.

La Chine se classe désormais au neuvième rang mondial dans ce domaine, alors qu'elle n'occupait que la 25e place il y a cinq ans.

L'an dernier, l'Allemagne était le pays le plus automatisé d'Europe, avec une

densité de robots de 371 unités pour 10.000 employés. L'industrie allemande de la robotique «est en train de se redresser, plus grâce à une activité dynamique à l'étranger qu'au marché intérieur ou européen», a noté l'IFR. Aux Etats-Unis, la «modernisation des installations de production nationales a stimulé les ventes de robots», la densité de robots étant passée de 176 unités en 2015 à 255 unités l'année dernière, selon le rapport. L'utilisation de robots industriels aidera également le pays à atteindre ses objectifs en matière de décarbonation.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Éducation nationale
Direction de l'Éducation de la Wilaya de Bejaia

NIF N°099006019001144

Référence : Opération N° : N.K.5.623.7.262.106.13.01

Intitulé : «Renouvellement des Equipements des Etablissements scolaires du cycle primaire y compris chauffage et climatisation »

« Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacité minimale N°:14/S.E./D.E/Bejaia/2021 »

La Direction de l'Éducation de la Wilaya de Bejaia lance un Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacité minimale pour les Equipements de :

LOT: APPAREILS RADIATEURS A GAZ ET POELES A MAZOUT.

Les Fournisseurs intéressés et titulaire du registre de commerce dont l'activité relève de la compétence du fournisseur peuvent retirer le cahier des charges auprès de la « Direction de l'Éducation de la Wilaya de Bejaia-service de la programmation et du suivi »

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière, ces dernières sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet d'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière » selon le cas.

Ces trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention

« A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Appel d'offre National Ouvert n° : 14/S.E./D.E/Bejaia/2021»

LOT: APPAREILS RADIATEURS A GAZ ET POELES A MAZOUT

Le délai de remise des offres est fixé à QUINZE (15) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offre national ouvert dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, avant 12 h 00 mn les offres devront être déposées auprès de la Direction de l'Éducation de la Wilaya de Bejaia-service de la programmation et du suivi.

L'ouverture des plis se fera en séance publique le même jour que la date de dépôt des offres à 14h00 au siège de la Direction de l'Éducation de la Wilaya de Bejaia. La durée de la validité des offres comprend la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

WILAYA : ILLIZI
Directeur de l'Urbanisme,
de l'architecture
et de la Construction
N° / D.U.A.C/2020

A Monsieur HANFAR MAKKI
Entreprise des travaux de la construction,
l'électricité, et hydraulique
Cité la nouvelle zone urbaine Illizi

Mise En Demeure N°01

Projet: Réalisation des travaux de l'amélioration urbains
LOT 02 : traitement de façade cité zelouaz

- Vu le marché N° 47/2020 du 27/04/2020,
- Vu l'Ordre de service des travaux en date du 05/04/2020, et un délai de 08 mois,
- Vu l'arrêt des travaux en date du 27/04/2021 à cause du : branchement particulier des citoyens,
- Vu la reprise des travaux en date du 15/08/2021,
- Vu l'avertissement en date du 18/10/2021, pour accélérer la réalisation des travaux.
- Vu le rapport du bureau d'étude responsable du suivi en date du 20/10/2021 qui montre l'arrêt des travaux sans aucun raison,
- Vu l'Approche de l'expiration des délais réglementaires,
- A cet effet l' des travaux de la construction, l'électricité, et hydraulique représenté par Mr HANFAR MAKKI est mise en demeure N°01, pour accélérer la réalisation des travaux dans un délai de trois (03) jours à compter de la date de la parution de cette présente mise en demeure dans les journaux et le BOMOP pour l'exécution de son contenu,
- Et si vous ne répondez pas, les sanctions nécessaires sont prises contre vous.

CYCLISME - GRAND PRIX D'ALGER

368 kilomètres au menu de la 16^e édition, du 15 au 18 mars 2022

La 16^e édition du Grand Prix international cycliste de la ville d'Alger se déroulera du 15 au 18 mars 2022, sur une distance de 368 kilomètres, a-t-on appris mercredi auprès de la fédération algérienne de la discipline (FAC).

Quatre étapes sont inscrites au menu de cette 16^e édition, dont les trois premières se dérouleront du côté Ouest de la capitale, entre Sidi-Abdallah, Zéralda et Bir-Touta, alors que la quatrième et dernière étape se déroulera en circuit fermé, sur le Boulevard Asselah Hocine, en plein Centre-Ville. «La première étape consistera en un contre-la-montre individuel (ndlr, prologue), qui se déroulera le 15 mars, sur une distance de six kilomètres à Sidi-Abdallah» ont commencé par détailler les organisateurs. «Le lendemain, 16 mars, aura lieu la deuxième étape, sur une distance de 148,8 kilomètres à Zéralda. Elle sera suivie de la troisième étape, le 17 mars, sur une distance de 141,2 kilomètres, entre Bir-Touta et Zéralda,



alors que la quatrième et dernière étape est prévue le 18 mars, sur une distance de 72 kilomètres, sur un circuit fermé à Aler-Ce ntre (Asselah Hacine)» précise la même source. Une compétition qui s'inscrit dans le cadre de la préparation de l'élite nationale en vue des importantes échéances à venir, dont les Jeux méditerranéens de 2022, prévus du 25 juin au 5 juillet à Oran. Outre les clubs affiliés à la Fédération algérienne de cyclisme, les sélections régionales, les sélections de Ligues et les sélections mixtes, cette

16^e édition verra la présence de certaines formations étrangères, qui seront également de la partie, sur invitation du Comité d'organisation. Le Grand Prix international d'Alger a été inscrit dans le calendrier 2018 de l'Union cycliste internationale (UCI), une occasion pour les coureurs algériens d'engranger le maximum de points en vue d'améliorer leur classement mondial. Pour rappel, l'organisation de cette édition a été décidée le mois d'octobre dernier, à l'issue d'une réunion regroupant le président de la FAC, Khiredidine Barbari, le directeur de la Jeunesse, des Sports et de Loisirs d'Alger (DJS), Sofiane Ounteghar et le président de la Ligue d'Alger de cyclisme (LAC), Hacene Begag.

CYCLISME - ALGÉRIE

Deux membres de la Fédération en stage en Egypte

La Fédération algérienne de cyclisme a annoncé mercredi que deux de ses membres se trouvent actuellement en Egypte, pour suivre une formation, portant sur l'organisation des courses. «Il s'agit du directeur de l'organisation sportive (DOS) Hakim Mestghanemi et du Directeur exécutif, Hocine Zehar» a-t-on encore précisé de même source.

La formation, qui a débuté ce mercredi 15 décembre, durera trois jours, soit jusqu'au 18 du même mois, et elle sera dirigée par différents instructeurs de l'Union cycliste internationale (UCI). Cette formation a été décidée par l'union africaine de cyclisme, dans le cadre de son projet de développement de la discipline à travers le continent.

sera dirigée par différents instructeurs de l'Union cycliste internationale (UCI). Cette formation a été décidée par l'union africaine de cyclisme, dans le cadre de son projet de développement de la discipline à travers le continent.

GHARDAIA

Prés d'une vingtaine de pays arabes et subsahariens participeront à une course cameline

Prés d'une vingtaine de pays arabes et subsahariens et dix clubs algériens participeront à une compétition de course de camélins prévu du 16 au 18 décembre en cours dans la localité thermale de Zelfana (75 Km au Sud/Est de Ghardaïa), ont indiqué mardi les organisateurs.

Initié par le club sportif de course des camélins de Ghardaïa en collaboration avec la Fédération équestre algérienne (FEA) et le ministère de la jeunesse et des sports (MJS) en présence du président de la fédération arabe du sport de course de camelin, "ce championnat constitue une occasion pour promouvoir le patrimoine culturel local et préserver le patrimoine animalier du sud algérien en encourageant le tourisme international et les échanges entre éleveurs professionnels" a indiqué l'organisateur de

cette compétition, Mustapha Benhamouda. Dans une déclaration à la presse, le président de la fédération arabe du sport de course cameline y compris le chameleon, El Houcine El Adjmi El Douass, a indiqué "que cette course vise à préserver la race cameline atypique de l'Afrique du nord et à promouvoir le développement de cette compétition sportive".

"Ces compétitions visent également à renforcer les liens fraternels entre pays frères et voisins et d'encourager les jeunes à la pratique de ce sport noble", a fait savoir El Douass.

Le parcours de cette course inaugurale est constitué d'un des terrains sablonneux et caillouteux entrecoupé, de dunes de Zelfana, station thermale très prisée en cette période de vacances.

OUARGLA

Plus de 200 participants attendus aux olympiades des activités de jeunes

Plus de 200 jeunes, issus de différentes wilayas du pays, prendront part à la 4^e édition des olympiades nationales des activités de jeunes, du 22 au 27 décembre courant dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris mercredi des responsables de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Le programme de cette manifestation, destiné à la tranche d'âge des 10-17 ans, prévoit, entre autres activités, le calcul mental (Soroban), la musique (guitare), le monologue et les jeux d'échec, a indiqué le DJS, Zakaria Korichi. Placée sous le signe "Jeunesse créatrice pour l'Algérie Nouvelle", cette manifestation vise à promouvoir les œuvres créatrices, scientifiques et artistiques des jeunes et le développement de la compétition culturelle chez les jeunes. En parallèle, la wilaya d'Ouargla accueillera du 22 au 26 décembre courant plus de 600 étudiants, de diverses institutions universitaires du pays, dans le cadre du lancement de la 4^e édition des jeux nationaux universitaires.

Les participants auront à se mesurer dans trois disciplines sportives, la course sur sable, le beach-volley et le football sur sable. Ce regroupement s'assigne



comme objectifs l'encouragement et la promotion des activités sportives universitaires, la consolidation des échanges entre étudiants et l'exploration des régions touristiques de la région d'Ouargla. Le programme de la DJS de Ouargla prévoit aussi, lors de ces vacances d'hiver, d'autres manifestations, dont un tournoi de formation, dans le cadre des préparatifs pour les prochains jeux méditerranéens prévus 2022 à Oran, de près de 130 agents d'encadrement des stades, issus de 13 wilayas du Sud du pays, qui bénéficieront d'une initiation aux activités de sécurité, pré-

vention, orientation et secourisme.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de la Jeunesse et des Sports, établi en coordination avec d'autres départements ministériels et portant sur la formation de 500 volontaires au niveau national, chargés de l'encadrement de cet événement.

La wilaya d'Ouargla accueillera, par ailleurs, durant la même période, des délégations de jeunes en provenance d'Alger, dans le cadre des échanges juvéniles et culturels entre les régions du Nord et du Sud du pays.

ATHLÉTISME

Relance de la course de la jeunesse et des collectivités locales le 18 janvier

La traditionnelle course de la jeunesse et des collectivités locales, délaissée au cours des dernières années, sera relancée au début de l'année 2022, avec une première épreuve qui aura lieu le 18 janvier : une date qui coïncide avec la journée nationale des communes, a-t-on appris mercredi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). "La relance de cette course est devenue possible, suite à la signature d'une convention entre la FAA et le ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales" a-t-on appris de même source. "Cette course a été relancée dans le but de détecter de nouveaux jeunes talents. Pour un début, la compétition sera répartie sur sept régions, et elle se poursuivra jusqu'au 5 juillet, date coïncidant avec le 60^e anniversaire de l'indépendance". Un projet qui s'inscrit dans la politique de développement de la discipline, adoptée par le nouveau Bureau fédéral depuis son installation aux commandes de la fédération.

JM-2022

Le séminaire d'Oran couronné de «succès», se réjouit le CIJM

Le Comité international des jeux méditerranéens (CIJM) a indiqué, mercredi, que les travaux du séminaire d'Oran, tenu au début de cette semaine en prévision de la 19^e édition des jeux programmés dans la ville l'été prochain ont «été achevés avec succès». Le CIJM est revenu, via son site officiel, sur le déroulement de cet important rendez-vous qui a regroupé les chefs de mission des pays concernés par l'événement sportif, les délégués techniques des fédérations sportives internationales et le comité exécutif du CIJM, soulignant que le tout s'est achevé «avec succès». Un constat qui conforte les propos du 2^e vice-président du CIJM et responsable de la commission de suivi des préparatifs des JM d'Oran, le Français Bernard Amsalem. Ce dernier avait rassuré, au cours de sa conférence de presse animée dimanche à Oran, que «tout est mis en œuvre pour la réussite de la prochaine édition des JM».

Le CIJM a évoqué pour l'occasion les différentes réunions et visites sur les sites sportifs retenus pour la 19^e édition lors du séjour des hôtes d'Oran dans la capitale de l'Ouest du pays. La présence du conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum, du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrazak Sebtag, et du wali d'Oran Said Sayoud, à la cérémonie d'ouverture du séminaire, a été également mise en exergue par le CIJM dans son compte rendu.

Et d'ajouter : «les séances plénières et techniques de ce séminaire ont donné lieu à des échanges entre les différentes parties prenantes et la finalisation des aspects techniques liés au déroulement des compétitions des JM d'Oran». Le CIJM a, en outre, rapporté les propos de Bernard Amsalem, qui n'a pas manqué d'évoquer les efforts consentis durant des années par le Comité d'organisation local des JM et les importants investissements entrepris par l'Etat algérien.

Lors de la conférence de presse animée par Bernard Amsalem, au deuxième et dernier jour du séminaire, ce responsable n'a pas manqué de mettre un terme à la polémique née, quelques jours auparavant, et remettant en cause l'attribution à Oran l'organisation des JM-2022, en annonçant que ces derniers auront «bel et bien lieu» dans cette ville du 25 juin au 5 juillet prochains, rappelle-t-on.

LIGUE 1 (8E JOURNÉE) Choc MCA-ESS, le leader en quête de confirmation à Oran

La 8e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue vendredi et samedi, offrira de belles affiches, avec notamment le déplacement périlleux du leader l'US Biskra à Oran pour affronter le MCO, alors que le MC Alger défiera l'ES Sétif dans le choc de la première partie du tableau.

L'USB, surprenant leader de ce début de saison (15 pts), sera en appel à l'Ouest pour affronter le MC Oran (12e, 5 pts), dont la victoire est impérative pour mettre fin à une mauvaise série de six matchs sans succès.

Les gars des "Zibans" qui restent sur deux succès de rang, dont le dernier à domicile face à l'ASO Chlef (2-1), espèrent réaliser la passe de trois, et profiter de la mauvaise passe que traversent les Oranais.

Les deux poursuivants directs : l'Olympique Médéa et le CR Belouizdad, qui comptent 14 points chacun, seront face à de sérieux clients.

L'OM effectuera un déplacement périlleux à Constantine pour croiser le fer avec le CSC (6e, 11 pts), alors que le Chabab recevra une coriace équipe de la JS Saoura (4e, 13 pts), dont la qualification pour la phase de poules de la Coupe de la Confédération lui a fait beaucoup de bien.

L'USB, le CRB, et l'OM vont ainsi livrer des duels à distance pour la première place.

Au stade du 5-juillet, le MC Alger (9e, 9 pts), auteur d'un match nul dans la capitale du "Titteri" face à Médéa (0-0), retrouvera son jardin fétiche à l'occasion de la réception de l'ES Sétif (4e, 13 pts), auteur d'une belle série de huit matchs sans défaite, toutes compétitions confondues.

La mission des Algérois reste difficile face à un adversaire qui a souvent réussi ses sorties face aux "Doyen" dans la capitale ces dernières saisons, même si les débats s'annoncent équilibrés et indécis.

L'USM Alger (6e, 11 pts), qui s'est contentée du point du match nul face au promu HB Chleghoum-Laïd (0-0), défiera en déplacement l'ASO Chlef (17e, 3 pts), qui sera à la recherche de son premier succès de la saison.

Dans le bas du classement, le NC Magra (13e, 4 pts), qui reste sur une authentique victoire à Alger face au NAHD (1-0), aura à cœur de confirmer son réveil contre l'autre promu le RC Arbaâ (13e, 4 pts), battu à domicile le week-end dernier par le CRB (1-2).

Dirigé sur le banc par le nouvel entraîneur tunisien



Lassaâd Maâmar, le NCM partira favori à la maison pour essayer de l'emporter et quitter la zone rouge.

La lanterne rouge le WA Tlemcen, avec 3 unités seulement au compteur, n'aura plus droit à l'erreur dans son antre "Akid-Lotfi" face au NA Hussein-Dey (9e, 9 pts), dans ce qui sera le premier match du nouvel entraîneur Mezziane Ighil.

Enfin, la JS Kabylie (13e, 4 pts), incapable d'enregistrer la moindre victoire depuis le début de la saison et battue mardi pour la première fois, à Béchar face à la JSS (1-0), aura une belle occasion de retrouver le sourire, lors de la réception du HB Chleghoum-Laïd (13e, 4 pts), toujours en quête de son premier succès historique parmi l'élite.

Cette 8e journée est tronquée du match RC Relizane - Paradou AC, en raison de l'engagement de quatre joueurs du PAC avec l'équipe nationale A', en lice actuellement à la Coupe arabe de la Fifa-2021 au Qatar, où elle affronte ce mercredi soir le Qatar, en demi-finales de l'épreuve (20h00).

Le programme

Programme des rencontres de la 8e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévues vendredi et samedi :

Vendredi 17 décembre :

- ASO Chlef - USM Alger 15h00
- NC Magra - RC Arbaâ 15h00
- MC Oran - US Biskra 16h00
- JS Kabylie - HB Chleghoum-Laïd 17h00
- MC Alger - ES Sétif 18h00

Samedi 18 décembre :

- CR Belouizdad - JS Saoura 14h30
- CS Constantine - O. Médéa 14h30
- WA Tlemcen - NA Hussein-Dey 15h00

Reportée :

- RC Relizane - Paradou AC

Classement :	Pts	J
1). US Biskra	15	6
2). Olympique Médéa	14	7
->. CR Belouizdad	14	7
4). JS Saoura	13	6
->. ES Sétif	13	7
6). Paradou AC	12	5
7). USM Alger	11	6
->. CS Constantine	11	6
9). NA Hussein Dey	9	7
->. MC Alger	9	6
11). RC Relizane	6	7
12). MC Oran	5	7
13). JS Kabylie	4	5
->. HB Chleghoum Laïd	4	7
->. NC Magra	4	7
->. RC Arbaâ	4	7
17). ASO Chlef	3	6
->. WA Tlemcen	3	7

COMPÉTITIONS INTERCLUBS (PHASE DE POULES)

Tirage au sort le 28 décembre au Caire à 12h00 (CAF)

Le tirage au sort de la phase de poules de la Ligue des champions de la CAF 2021-2022 et de la Coupe de la Confédération aura lieu le mardi 28 décembre au siège de la Confédération africaine de football au Caire à 13h00 (heure locale) (12:00 algérienne), a indiqué l'instance africaine mercredi. Le tirage au sort consiste à scinder les 16 équipes qualifiées dans les deux compétitions interclubs de la CAF en quatre groupes de quatre. Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale. La procédure du tirage au sort et les ambassadeurs de la cérémonie seront communiqués ultérieurement, informe la CAF. Pour rappel, trois clubs algériens ont validé leur billets pour la phase de poules: le CR Belouizdad et l'ES Sétif (Ligue des champions), ainsi que la JS Saoura en Coupe de la Confédération, en attendant la JS Kabylie, dont le match retour du 2e tour additionnel contre OR Royal Leopards (Eswatini) est prévu le 20 décembre au stade Omar Hamadi (Bolghine). Lors de la première manche, les "Canaris" se sont inclinés au stade de Manzini sur le score de 1 à 0.

Ligue des champions - clubs qualifiés

Al Ahly (Egypte), Al Hilal (Soudan), Al Merrikh (Soudan), AmaZulu (Afrique du Sud), CR Belouizdad (Algérie), Esperance (Tunisie), ES Setif (Algérie), Etoile du Sahel (Tunisie), Horoya (Guinée), Jwaneng Galaxy (Botswana), Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), Petro Atletico (Angola), Raja (Maroc), Sagrada Esperanca (Angola), Wydad (Maroc), Zamalek (Egypte).

Coupe de la Confédération - clubs qualifiés

Al Ahli Tripoli (Libye), Al Masry (Egypte), AS Otoho (Congo), ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire), Coton Sport (Cameroun), CS Sfaxien (Tunisie), JS Saoura (Algérie), Orlando Pirates (Afrique du Sud), Pyramids (Egypte), RS Berkane (Maroc), Simba (Tanzanie), TP Mazembe (RD Congo), US Gendarmerie Nationale (Niger), Zanaco (Zambie), Al Ittihad (Libye) OR Enyimba (Nigeria), JS Kabylie (Algérie) ou Royal Leopards (Eswatini).

BAYERN MUNICH Blessé, le Français Kingsley Coman absent pour le dernier match de 2021

L'attaquant international français du Bayern Munich, Kingsley Coman, sorti sur blessure mardi soir à Stuttgart, en Bundesliga, sera absent vendredi contre Wolfsburg, pour le dernier match de 2021, annonce le club bavarois mercredi. L'examen médical a révélé une déchirure musculaire à l'arrière de la cuisse droite, selon le Bayern. Coman s'était blessé à la 26e minute de jeu, sur une action défensive. Il s'est relevé en se tenant l'arrière de la cuisse et a demandé immédiatement à sortir. La veille du match, l'entraîneur Julian Nagelsmann avait indiqué en conférence de presse que le joueur de 25 ans était "un peu fatigué", mais compte tenu des nombreuses absences dans l'effectif, les joueurs disponibles n'ont pas pu être ménagés. En tête du classement avec 9 points d'avance sur Dortmund (qui compte un match en moins), le Bayern disputera le dernier match de la phase "aller" vendredi soir (20h30) à domicile contre Wolfsburg. Après ce week-end, la Bundesliga fera relâche jusqu'au 7 janvier.

COUPE ARABE DE LA FIFA

La Tunisie bat l'Egypte (1-0) et passe en finale

La sélection tunisienne de football s'est qualifiée pour la finale de la Coupe arabe de la FIFA (Qatar 2021), après sa victoire sur le fil contre son homologue égyptienne

(1-0), mercredi au stade 974 de Doha. Le but de la qualification des Tunisiens a été inscrit par le défenseur égyptien Omar Mohamed Souleya contre son

camp à la 90+5, trompant son gardien sur un coup franc tiré par Naim Sliiti. La deuxième demi-finale oppose en soirée (20h00) le Qatar à l'Algérie.

CAN 2021

Le SG de la CAF "optimiste" à moins d'un mois du coup d'envoi du tournoi

Les clubs européens menacent de ne pas libérer leurs joueurs

L'Association européenne des clubs (ECA) a menacé de ne pas libérer les joueurs internationaux pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2021), prévue du 9 janvier au 6 février au Cameroun, s'inquiétant pour le protocole sanitaire de l'épreuve sur fond de pandémie de Covid-19, selon un courrier électronique adressé vendredi à la Fifa dont l'AFFP s'est procuré.

"A notre connaissance, la Confédération africaine de football n'a pas encore rendu public un protocole médical et opérationnel adapté pour le tournoi de la CAN, en l'absence duquel les clubs ne seront pas en mesure de libérer leur joueurs pour le tournoi", peut-on lire dans ce document.

Outre le protocole sanitaire du tournoi (9 janvier-6 février), l'ECA pointe surtout le risque d'une absence des internationaux plus longue que la période de mise à disposition prévue, en raison des "quarantaines et restrictions de déplacement" liées notamment à l'émergence du variant Omicron du coronavirus.

Selon les règles assouplies de libération des internationaux, confirmées à plusieurs reprises par la Fifa depuis août 2020, les clubs peuvent retenir leurs joueurs si "une quarantaine d'au moins cinq jours est obligatoire à compter de l'arrivée" sur le lieu "où est censé se disputer le match de l'équipe nationale" du joueur, ou sur le lieu du club de celui-ci à son retour.

Sollicitée par l'AFFP, la Confédération africaine de football s'est refusée à tout commentaire et a renvoyé vers un communiqué publié mercredi matin où Véron Mosengo-Omba, secrétaire général de la CAF, exhorte le comité d'organisation camerounais à "travailler jour et nuit afin de s'assurer que tout soit en place pour le match d'ouverture du 9 janvier 2022".

Le secrétaire général de la CAF, Veron Mosengo-Omba, a noté "les progrès" réalisés par le Cameroun, à moins de quatre semaines du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations, mais a également exhorté toutes les parties à travailler jour et nuit afin de s'assurer que tout soit en place pour le match d'ouverture du 9 janvier 2022.

Mardi, le responsable de la CAF a tenu plusieurs réunions, notamment avec le ministre des Sports camerounais, le Pr Narcisse Mouelle Kombi et le ministre de la Santé publique Manaouda Malachie.

Suite à une directive du Président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, qui a initié des discussions avec le gouvernement camerounais sur l'approche sanitaire et les protocoles Covid19 de la CAN, la réunion entre la CAF et le ministre de la Santé a permis de régler l'essentiel de détails relatifs à la compétition.

La CAF et le gouvernement camerounais ont trouvé un terrain d'entente sur la gestion de la compétition, indique un communiqué de l'instance.

Mosengo-Omba a également passé plusieurs heures au stade d'Olembe où il a rencontré l'équipe en place.

"La journée a été importante pour comprendre l'état de préparation du Came-



roun. Il y a beaucoup de travail qui est fait. Nous devons continuer sur la même lancée. Nous ne pouvons pas nous reposer. Nous devons travailler 24 heures sur 24. Je ne me repose pas, le COCAN ne peut pas se reposer. La CAF ne peut pas se reposer. Tout le monde doit joindre ses efforts. Nous voulons voir une grande Coupe d'Afrique des Nations ici au Cameroun en janvier de l'année prochaine", a-t-il déclaré.

"Avec le ministre des Sports, nous avons discuté de toutes les questions en suspens et de la voie à suivre." Pour la première fois dans l'histoire des préparatifs de la CAN et pour apporter le meilleur soutien possible au pays hôte, la CAF a ouvert un bureau à Yaoundé qui est en liaison directe avec le comité local au Cameroun. "Nous

avons mis en place le meilleur système de soutien pour cette compétition. Ces derniers mois, notre bureau du Caire et celui de Yaoundé ont travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement camerounais et le COCAN afin de créer les meilleures conditions possibles pour les visiteurs.

Nous travaillons actuellement sur un certain nombre d'aspects, notamment la circulation des 24 équipes participantes, des partenaires commerciaux et des autres parties prenantes qui viennent au Cameroun", a-t-il déclaré. Bien qu'il ait noté certains domaines qui nécessitent encore une attention particulière avant l'ouverture de la compétition, le secrétaire général de la CAF reste optimiste. Mosengo-Omba a ajouté : "Il y a beau-

coup de progrès dans la plupart des questions opérationnelles et il y a un travail qui est actuellement fait jour et nuit par le pays hôte, le Cameroun, pour s'assurer que toutes les installations pour les équipes sont prêtes. Nous sommes conscients des efforts considérables que chacun déploie afin d'apporter la touche finale sur le terrain.

Nous voyons ce progrès, nous reconnaissons ces progrès". La CAF a constaté un grand intérêt de la part des médias du monde entier. A ce jour, la CAF a reçu 2110 demandes d'accréditations des médias de 59 pays - réaffirmant une fois de plus le statut du tournoi et son attrait mondial, conclut le communiqué de la CAF.

Cinq arbitres algériens retenus pour le tournoi au Cameroun (CAF)

Cinq arbitres internationaux algériens ont été retenus par la Confédération africaine de football (CAF) pour officier pendant la Coupe d'Afrique des Nations 2021, prévue du 9 janvier au 6 février prochains au Cameroun, selon la liste consultée par l'APS.

Les Cinq arbitres algériens sont: Mustapha Ghorbal, arbitre directeur qui va également officier à la VAR, Mehdi Abid Charef (VAR Referee), Lahlou Benbrahim (VAR Referee) ainsi que les arbitres assistants, Abdelhak Etchiali (AVAR) et Mokrane Gourari (AVAR).

La Confédération africaine de football a sélectionné au total, 33 arbitres centraux dont certains désignés pour la VAR et 31 assistants pour la 33-ème édition de la CAN.

Arbitres: Bamlak Tessema (Ethiopie/VAR), Gassama Bakary Papa (Gambie/VAR), Jiyed Redouane (Maroc/VAR), Jany Sikazwy (Zambie/VAR), Victor Miguel de Freitas Gomes (Afrique du Sud/VAR), Maguette Ndiaye (Sénégal/VAR), Mustapha Ghorbal (Algérie/VAR), Boubou Traore (Mali), Joshua Bondo (Botswana), Jean Jacques Ndala Ngambo (RD Congo), Helder Martins de Carvalho (Angola), Daniel Nii Laryea (Ghana), Sadok Selmi (Tunisie), Pa cifique Ndabihawenimana (Burundi), Dahane Beida (Mauritanie/VAR), Peter Waweru Kamaku (Kenya/VAR), Amin Mohamed Amin Omar (Egypte), Blaise Yuven Ngwa (Cameroun), Bernard Camille (Seychelles), Mahmoud El Bana Zakaria (Egypte), Ismail El Fath (Cocacaf/VAR), Issa Sy (Sénégal), Ahmed Imtehz Heeralall

(Maurice/VAR), Salima Moukansasanga (Rwanda).

Arbitres assistants: Gerson Emiliano Dos Santos (Angola/AVAR), Djibril Camara (Sénégal/AVAR), Abdelhak Etchiali (Algérie/AVAR), Samuel Pwadutakam (Nigeria), Ibrahim Abdellah Mohamed (Soudan/AVAR), Zekehele Thusu Granville (Afrique du Sud/AVAR), El Hadji Malick Samba (Sénégal/AVAR), Elvis Guy Nouppe Nguengou (Cameroun/AVAR), Mahmoud Ahmed Kamel (Egypte/AVAR), Hassani Khalil (Tunisie/AVAR), Arsenio Maringula (Mozambique), Oliver Safari Kabene (RD Congo), Mokrane Gourari (Algérie/AVAR), Souru Phatsoane (Lesotho), Seydou Tiama (Burkina Faso), James Frederick (Seychelles/AVAR), Azgaou Lahcen (Maroc/AVAR), Lionel Hasiinjaoosa (Madagascar), Akerkad Mustapha (Maroc/AVAR), Souleyman Almadine (Comores, AVAR), Gilbert Cheriyot (Kenya), Sidibe Sidiki (Libye), Attia Essa Amsaad (Libye), Dick Okelo (Ouganda), Hossam Ahmed Taha (Egypte), Mahamadou Yahaya (Niger), Zakaria Brinsi (Maroc/AVAR), Atezambong Fomo Carine (Cameroun), Fatima Jerroumi (Maroc/AVAR), Liban Abdu Irazak Ahmad (Djibouti), Issa Yaya (Tchad).

Arbitres VAR: Samir Guezaz (Maroc), Adil Zourak (Maroc), Haithem Guirat (Tunisie), Mahmoud Mohamed Achour (Egypte), Benoit Millot (France), Lahlou Benbrahim (Algérie), Bouchra Karboubi (Maroc), Abid Charef Mehdi (Algérie), Drew Fisher (Cocacaf).

SOUDAN

Une liste provisoire de 36 joueurs pour la CAN 2021

Le nouvel entraîneur du Soudan, Burhan Tia, a convoqué une équipe provisoire de 36 joueurs pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, Cameroun 2021. Tia a été nommé sélectionneur du Soudan il y a quelques jours, après le limogeage du Français Hubert Velud, suite à la sortie du Soudan de la Coupe Arabe de la FIFA 2021 qui se déroule actuellement au Qatar. La liste provisoire ne comprend qu'un seul joueur évoluant hors du Soudan, le défenseur d'Athar Attahir du club égyptien Smouha Al-Masry, tandis que le reste de la liste comprend entièrement des joueurs du championnat local. Le Soudan jouera dans le groupe D de la Coupe d'Afrique des Nations, Cameroun 2021, aux côtés du Nigeria, de la Guinée-Bissau et de l'Egypte. Le Soudan débute sa campagne contre la Guinée-Bissau le 11 janvier, avant d'affronter le Nigeria le 15 janvier et de conclure ses matches de groupe contre l'Egypte voisine le 19 janvier.

Liste provisoire :

Ali Abu Ashreen, Ishag Adam, Wali Al-Din Khidr, Abdul Razzaq Yaqoub, Juma Abbas, Muhammad Abdul Rahman, Akram Al-Hadi, Salah Nimr, Imad Al-Sinni, Mustafa Karshoum, Muhammad Al-Rashid, Al-Jazouli Noah, Dia Al-Din Mahjoub, Muhammad Abdullah Hussein, Mazen Muhammedin, Sheikh Muhammad, Muhammad Kasri, Suleiman Zakaria, Athar Al-Tahir, Ahmad Al-Fateh, Sharif Omar, Muhammad Hassoun, Awad Zayed, Ali Muhammad Nour, Mutawakkil Adam Suleiman, Musab Al-Sharif, Muhammad Al-Mundhir, Al-Sadiq Hassan Musa, Amjad Ismail, Mojtaba Al-Murdi, Mustafa Ahmed, Muhammad Al-Hajj, Captain Bashir, Muayyad Aydin, Suleiman Hamid.

SANCHEZ POUSSÉ DEHORS PAR L'INTER ?

Très peu utilisé par son coach, Simone Inzaghi, en cette première partie de saison (14 matchs, 2 titularisations, 2 buts, 3 passes décisives), Alexis Sanchez pourrait faire les frais du recrutement, cet hiver. En effet, selon les informations du Corriere della Serra, l'Inter aimerait s'attacher les services de l'Italien de 21 ans, Giacomo Raspadori. Pour cela, Alexis Sanchez serait poussé vers la sortie en janvier, pour libérer de la masse salariale et pourquoi pas récupérer un peu d'argent, même si la cote du Chilien a beaucoup baissé (sa valeur marchande est désormais de 5 millions d'euros selon Transfermarkt).



NEWCASTLE ATTAQUE L'OPÉRATION DELE ALLI

Dele Alli, le milieu de terrain de Tottenham, qui ne fait pas partie des plans d'Antonio Conte pour le futur, fait partie des priorités du mercato hivernal pour Newcastle. Les Magpies auraient déjà initié des contacts avec le joueur.

Newcastle a entamé son opération pour convaincre Dele Alli de signer pendant le mois de janvier. L'international anglais qui est en difficulté à Tottenham depuis plusieurs mois dispose d'un bon de sortie de la part de son manager Antonio Conte. Les dirigeants des Magpies ont fait connaître leur intérêt auprès de leurs homologues londoniens. L'idée d'un prêt avec option d'achat pourrait être une base d'un futur accord entre les deux clubs. Parallèlement, et selon des informations de Team Talk, Newcastle a entamé des discussions avec l'entourage de Dele Alli. Le joueur ne serait pas insensible à l'idée d'aller relancer sa carrière dans le Nord-Est de l'Angleterre. Il souhaiterait toutefois disposer d'une clause de sortie si le club était relégué en fin de saison en Championship.

D'autre part, il se dit que le PSG, intéressé l'été dernier pour faire venir le joueur londonien, aurait désormais abandonné ce dossier. La voie semble donc libre pour le club à capitaux saoudiens. Agé de 25 ans, l'international anglais n'a disputé que 22 matches en deux saisons.

LEWAN DOWSKI S'OFFRE UN NOUVEAU RECORD

Auteur d'un doublé contre Stuttgart (5-0), Robert Lewandowski a rejoint Gerd Müller comme l'attaquant le plus prolifique de Bundesliga sur une année.

La déception de ne pas avoir gagné le Ballon d'Or passée, Robert Lewandowski a décidé de reprendre son rythme de croisière avec le Bayern Munich. Depuis l'annonce du sacre de Messi pour la 7ème fois de sa carrière, l'attaquant polonais s'est offert un doublé dans le Klassiker contre le Borussia Dortmund puis deux nouveaux buts, mardi soir dans la large victoire contre Stuttgart (5-0). Si Serge Gnabry a crevé l'écran avec un triplé et deux passes décisives, Lewandowski ne s'est pas fait prier pour convertir les offrandes de son coéquipier et ainsi s'offrir un nouveau record. En marquant son 41ème et 42ème but en Bundesliga en 2021, l'ancien du BvB a rejoint Gerd Müller comme l'attaquant le plus prolifique du championnat d'Allemagne sur une année civile.

Il avait déjà battu Müller la saison dernière avec le plus grand nombre de buts sur une saison et a désormais l'occasion de prendre seul ce nouveau record.

Il faudra pour cela marquer au moins un but contre Wolfsburg, dès vendredi, pour la dernière journée de la phase aller de Bundesliga. Une performance qui devrait être dans les cordes de Robert Lewandowski, toujours plus dans les records depuis qu'il a rejoint le Bayern Munich en 2013.

Arthur pressé de partir

L'agent du milieu de terrain de la Juve Arthur Melo fait des révélations sur le futur de son client. Les jours d'Arthur à la Juventus semblent être comptés selon un rapport de Diario AS. L'ancien Barcelonais a joué les 90 minutes complètes contre Malmo en Ligue des champions, mais n'a pas joué du tout pendant six matchs consécutifs en Serie A. Arthur a rejoint la Juventus en provenance de Barcelone à l'été 2020. Il a coûté au club italien 72 millions d'euros plus 10 millions d'euros de variables, dans le cadre d'une transaction qui a vu Miralem Pjanic partir dans l'autre sens pour 60 millions d'euros.

Cette transaction fait actuellement l'objet d'une enquête du parquet de Turin dans le cadre d'une enquête sur les plus-values fictives. Mais il ne fait aucun doute que, d'un point de vue sportif, l'opération a été un désastre pour les deux parties.



ANTHONY MARTIAL CONVOITÉ PAR L'ATLETICO MADRID

En dépit des déclarations des uns et des autres ces derniers jours au sujet de l'avenir d'Anthony Martial, l'attaquant de Manchester United est bien sur le départ. Et l'Atletico Madrid fait partie des clubs intéressés pour l'accueillir. L'Atletico Madrid s'est ajouté récemment à la liste des clubs susceptibles d'attirer Anthony Martial pour la suite de sa carrière. Le joueur a clairement envie de partir, d'après son agent, et depuis que cela se sait, les clubs se bousculent au portillon. Les Madrilènes auraient prévu de contacter le club anglais à ce sujet d'ici la fin du mois de décembre selon des informations d'Eurosport UK. Les dirigeants de l'Atletico Madrid, qui n'envisagent pas de casser leur tirelire pour s'offrir les services d'Anthony Martial, auraient une idée derrière la tête : celle de proposer en échange de l'international français, un ou deux joueurs qui font partie de l'effectif dirigé par Diego Simeone afin de procéder à un échange. Pour rappel, l'ancien Monégasque est sous contrat jusqu'en juin 2024 avec Manchester United. Sa valeur est estimée à 35 millions d'euros par Transfermarkt.

Pour rappel, l'agent d'Anthony Martial avait fait savoir publiquement que son client souhaitait quitter Manchester United et qu'il envisageait de discuter avec les dirigeants des Red Devils dans les prochains jours. Ralf Rangnick, désormais manager du club mancunien, interrogé sur le sujet, avait répondu qu'il ne discutait pas avec les agents par médias interposés et qu'à ce jour, le joueur ne lui avait pas officiellement signalé ses envies de départs. Ambiance...

ALGÉRIE - TUNISIE

Le Président Tebboune entame une visite de deux jours en Tunisie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a entamé, mercredi, une visite d'Etat en Tunisie, à l'invitation de son homologue tunisien, Kaïs Saïed.

Lors de cette visite de deux jours, le Président Tebboune aura des entretiens en aparté avec le Président Saïed, lesquels seront élargis aux délégations des deux pays, avant la signature d'une série de conventions de coopération. Le Président de la République est accompagné, lors de cette visite, d'une importante délégation ministérielle. Le Président Tebboune a été accueilli à son arrivée à l'Aéroport international de Carthage par le Président Kais Saïed, de hauts responsables de l'Etat tunisien ainsi que des représentants du corps diplomatique arabe accrédité en Tunisie. Un accueil fraternel et officiel a été réservé au président de la République, traduisant la profondeur des relations historiques et stratégiques liant les deux pays et les deux peuples frères. Les deux présidents ont écouté les hymnes nationaux des deux pays avant de passer en revue



un détachement militaire qui leur a rendu les honneurs, au moment où les 21 coups de canon retentissaient en l'honneur du hôte de la Tunisie. Le Président tunisien a, par la suite, accompagné son hôte au siège de sa résidence. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens profonds de fraternité unissant les deux peuples frères et de l'élar-

gissement des domaines de coopération à un niveau qualitatif concrétisant la volonté commune des dirigeants des deux pays et de leurs peuples. La visite du Président Tebboune intervient quelques jours après celle du Premier ministre, ministre des Finances Aïmene Benabderrahmane. Lors de sa dernière visite en Tunisie, M. Benabderrahmane a tenu des séances de travail dans les domaines suivants: les finances, le commerce et la promotion des exportations, l'énergie, l'industrie, les mines et les travaux publics, outre ses entretiens avec son homologue la Cheffe du Gouvernement tunisien, Najla Bouden ainsi que la réunion élargie aux délégations des deux pays. La Cheffe du Gouvernement tunisien avait effectué également une visite en Algérie, fin novembre dernier, ce qui traduit la nouvelle dynamique que connaissent les relations de coopération bilatérale.

Le Président Tebboune s'entretient en tête-à-tête au palais de Carthage avec son homologue tunisien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en visite d'Etat en Tunisie, a eu mercredi au palais de Carthage à Tunis des entretiens en tête-à-tête avec son homologue tunisien, M. Kaïs Saïed. Le Président Tebboune a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international de Tunis Carthage par le Président Kais Saïed et de hauts responsables de l'Etat tunisien ainsi que des représentants du corps diplomatique arabe. L'accueil chaleureux réservé au Président Tebboune traduit la profondeur des relations historiques et stratégiques liant les deux pays et les deux peuples frères. Les Présidents Tebboune et Saïed ont écouté les hymnes nationaux des deux pays avant de passer en revue un détachement militaire qui leur a rendu les honneurs, au moment où les 21 coups de canon retentissaient en l'honneur de l'invité de marque de la Tunisie.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens profonds de fraternité unissant les deux peuples frères et de l'élargissement des domaines de coopération à un niveau qualitatif concrétisant la volonté commune des dirigeants des deux pays et de leurs peuples.

Un accueil fraternel et officiel réservé au Président Tebboune à son arrivée à Tunis

Un accueil fraternel et officiel a été réservé au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à son arrivée mercredi après-midi à Tunis dans le cadre de la visite d'Etat de deux jours qu'il effectue dans ce pays frère, à l'invitation de son homologue tunisien, M. Kaïs Saïed.

Le Président Tebboune a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Carthage par le Président Kais Saïed et de hauts responsables de l'Etat tunisien ainsi que des représentants du corps diplomatique arabe. L'accueil chaleureux réservé au président Tebboune traduit la profondeur des relations historiques et stratégiques liant les deux pays et les deux peuples frères. Les Présidents Abdelmadjid Tebboune et Kais Saïed ont écouté les hymnes nationaux des deux pays avant de passer en revue un détachement militaire qui leur a rendu les honneurs, au moment où les 21 coups de canon retentissaient en l'honneur de l'invité de marque de la Tunisie. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens profonds de fraternité unissant les deux peuples frères et de l'élargissement des domaines de coopération à un niveau qualitatif concrétisant la volonté commune des dirigeants des deux pays et de leurs peuples.

PUBLICITÉ



L' ANEP CS,
est la seule à vous proposer
une communication à **360°**

Communication Digitale

Affichage
Arts graphiques

EVÉNEMENTIEL

IMPRESSIONS

Audio-visuel

SIGNALÉTIQUE



023 53 53 24
023 53 53 61

f ANEP CS

Site AADL - 416 Logt Ain Naâdja
Gué de Constantine - ALGER

www.anepcs.dz